

LE

PAYEMENT DES CHÈQUES

PERDUS, VOLÉS, FAUX ET ALTÉRÉS

EN DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 15 Mars 1924, à 3 h. 1/2

PAR

A. ACHILLE-FOULD

Président.... M. RIST, *professeur.*
Suffragants.. } MM. PERCEROU, *professeur.*
HUGUENEY, *professeur.*

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
LÉON TENIN, Directeur
22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

1924



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
PAYEMENT DES CHÈQUES

PERDUS, VOLÉS, FAUX ET ALTÉRÉS
EN DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 15 Mars 1924, à 3 h. 1/2

PAR

A. ACHILLE-FOULD

Président....	M. RIST, professeur.
Suffragants..	MM. PERCEROU, professeur.
	HUGUENEY, professeur.



LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
LÉON TENIN, Directeur
22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

—
1924

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LE PAYEMENT DES CHÈQUES

PERDUS, VOLÉS, FAUX ET ALTÉRÉS

EN DROIT COMPARÉ

INTRODUCTION

Pourquoi avons-nous choisi le sujet ci-dessus indiqué ? Et comment comptons-nous le traiter ? Telles sont les deux questions qui seront ici examinées.

Les raisons qui nous ont déterminé sont les suivantes : Tout d'abord le paiement par chèques comporte des risques qui, sans doute, ne sont pas nouveaux, mais qui s'aggravent sans cesse. En voici quelques-uns : Un chèque s'égaré et ne se retrouve point. Le porteur pourra-t-il se faire restituer cette perte et à quelles conditions ? Hypothèse voisine, mais bien plus grave : Le chèque perdu est volé et encaissé par un porteur illégitime ; sur qui devra retomber le paiement ? Il ar-

rive encore qu'un chèque soit fabriqué de toutes pièces, qu'extrait du carnet, il soit, à l'insu du titulaire, rempli et signé de son nom, que, régulier à l'origine, il soit, en cours de circulation, altéré dans l'une des mentions qui ont un intérêt capital pour le tireur, par exemple l'indication du nom du bénéficiaire ou de la somme à payer. Dans ces divers cas, à la charge de qui sont les risques ?

Certes, ces dangers sont inhérents au système même du chèque; mais ils deviennent de plus en plus inquiétants. Pendant quelques jours, nous nous sommes attaché à relever, dans les journaux, les cas de détournements, d'escroqueries par voie de chèque... Le 20 novembre 1923, sous ce titre suggestif : « Une offensive; fabricants de faux chèques », l'on pouvait lire ceci : « La Sûreté générale et la police parisienne recherchaient depuis quelques jours d'astucieux filous, fabricants de faux chèques, ayant réussi à toucher des sommes importantes — plus de 200.000 francs — dans des banques d'Arras, de Tourcoing et de Cambrai... Le signalement de ces escrocs, ainsi que les caractéristiques des faux chèques émis par eux, avaient été transmis à la plupart des établissements financiers et aux diverses brigades de police mobile. La journée d'hier aura été néfaste pour les faussaires *qui avaient décidé une grosse offensive ayant pour but d'encaisser dans la même journée des chèques à Paris, à Saumur, à Angers, à Nantes et à Dijon.* Trois de ces filous ont été démasqués

à temps; l'un à Paris, l'autre à Angers et le troisième à Dijon... »

Suivent les détails des arrestations qui sont ici sans grand intérêt, exception faite des déclarations de l'un des escrocs qui reconnaît (le *Matin*, 24 novembre 1923) « avoir touché la semaine dernière dans des banques de Tours et du Mans, 33.000 et 68.000 francs, tandis qu'un complice opérait à Nogent-sur-Seine, à Troyes et à Lens et réussissait à réaliser 200.000 francs. »

En l'espèce, il s'agissait donc d'une vaste entreprise d'escroquerie de caractère, certes, un peu exceptionnel, les chèques paraissant avoir été fabriqués... Mais ce qui est presque quotidien, c'est qu'un chèque se perde et soit volé, qu'il soit émis par un faussaire ou altéré. Diverses raisons peuvent être données de cette fréquence des détournements par chèques. D'abord, il est plus facile et moins dangereux de falsifier des chèques que des monnaies ou des billets de banque; le bénéfice peut être immédiatement considérable; les employés des banques doivent payer avec célérité, souvent à des porteurs inconnus. Bref, il y a là une industrie très lucrative, relativement aisée et assez médiocrement réprimée, qui se développe de plus en plus, au point de compromettre l'avenir du chèque comme moyen de règlement; perspective à tous égards fâcheuse puisque, de l'avis unanime, le chèque est la plus perfectionnée des monnaies.

Le problème des risques en matière de chèque est donc plus pressant qu'il ne le fut jamais, les filous devenant plus hardis, plus expérimentés et opérant sur une échelle sans cesse plus vaste.

D'autre part, le fondement de la responsabilité n'est plus unique, comme il l'était naguère encore. « Beaucoup d'actes dommageables, écrit le Professeur Charmont, dont le pouvoir social se désintéressait donnent droit aujourd'hui à une réparation, mais cette réparation peut être obtenue à un double titre.

» Tantôt l'auteur du fait dommageable est recherché à raison de la participation qu'il a prise; il est déclaré responsable.

» Tantôt, sans que la responsabilité d'une personne soit engagée, on tient pour juste de faire peser sur cette personne tout ou partie des risques... La vie est une combinaison de hasard et de prévoyance; en présence de tout événement, il est rare qu'on ne puisse pas dire « Ça devait arriver », ou bien, au contraire, on dira « Si l'on avait pris telle précaution, ça ne serait pas arrivé ». Suivant ses tendances et ses dispositions d'esprit, chacun peut à son gré voir dans l'événement un fait de hasard et, partant, une question de risque, ou bien une faute, et par suite une responsabilité. » (*Le Mouvement social contemporain. Les Transformations du Droit civil*, par Charmont, chez A. Colin, p. 232 et suiv., 1921.)

L'idée de responsabilité pour risques paraît gagner

du terrain. Dès 1895, le Conseil d'Etat l'a admise dans l'affaire suivante : il s'agissait d'un ouvrier blessé à l'arsenal de Tarbes. L'accident s'était produit pendant que l'ouvrier Cames était occupé à forger un bloc de fer au marteau-pilon; un éclat de métal en fusion le blessa à la main et détermina une atrophie complète du membre. Le ministre de la Guerre offrit une allocation de 20.000 francs. L'ouvrier la refusa et se pourvut en Conseil d'Etat. Le ministre fit plaider que, légalement, l'Etat ne devait aucune réparation, parce qu'il n'avait commis aucune faute, la somme offerte représentant, par suite, un dédommagement purement gracieux.

Au cours des débats, il fut reconnu qu'il n'y avait eu, de part et d'autre, aucune faute; mais le Conseil admit le recours, estimant que l'Etat qui érige un travail industriel en service public doit prendre à sa charge les risques inhérents à ce travail, et il alloua une rente viagère de 600 francs.

En 1896, la Cour de cassation s'engage dans la même voie : « Attendu que l'arrêt attaqué (il s'agissait d'un arrêt de la Cour de Paris) constate souverainement que l'explosion de la machine du remorqueur *Marie* qui a causé la mort de X... est due à un vice de construction; qu'aux termes de l'article 1384, cette constatation, qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit vis-à-vis de la victime de l'accident la responsabilité du propriétaire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y

soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé.» (Cass., 16 juin 1896. Dalloz, 97. 1. 433, note de Saleilles.)

Le législateur devait aller plus loin en votant la loi du 9 avril 1898 sur le risque professionnel, loi qui, d'après M. J. Charmont, « se résuma en cette idée que le patron doit indemniser la victime d'un accident survenu en cours ou à l'occasion du travail, sans qu'il y ait lieu, en principe, d'en rechercher la cause ». On sait assez que, depuis, le champ d'application de la loi de 1898 a été fort étendu. Comme l'écrit encore M. J. Charmont : « L'idée du risque professionnel est devenue familière à la pratique; elle est acceptée et sa portée tend à s'étendre. » (P. 285.)

D'après le savant professeur, « si les Tribunaux, dans un très grand nombre d'hypothèses, se réfèrent encore à l'idée de faute, c'est pour ne pas rompre avec la tradition. En réalité, présumer la faute, admettre en principe la preuve contraire, mais la rendre si malaisée qu'elle devient, en fait, presque impossible, c'est passer de l'idée de faute à l'idée de risque ». (P. 288.)

Nous devons reconnaître que M. J. Charmont, comme M. Planiol et M. Hauriou, ne souhaite pas que ce passage soit franchi.

« Il paraît en effet désirable que l'idée de faute reste l'idée principale, la source la plus importante de l'obligation de réparer le préjudice causé. La théorie du risque, admissible à certaines conditions, a été peut-

être exagérée. Une réaction commence à se dessiner. On se rend compte que le danger de cette doctrine n'est pas seulement de baser le droit à la réparation sur une préoccupation trop exclusive d'utilité sociale, mais cette utilité même n'est pas toujours exactement appréciée. En diminuant la prévoyance, le souci de la responsabilité, est-ce qu'on ne sacrifie pas parfois les intérêts qu'on a la prétention de défendre? » (P. 288.)

Nous espérons montrer, au cours de cette étude, que la notion de risque se justifie pleinement en matière de paiement de chèque...

Un dernier motif — qu'on nous excuse de le dire — nous a conduit au choix de ce sujet. De concert avec l'un de nos collègues, M. Guy de Montjou, nous avons déposé sur le bureau de la Chambre des députés (14 mars 1923) une proposition de loi ainsi libellée : « Dans le cas de chèques perdus ou volés, faux ou altérés, les risques provenant du paiement sont à la charge du tiré, nonobstant toute clause contraire, à moins qu'il ne démontre le dol ou la faute inexcusable du tireur. »

Nous devons à la vérité de reconnaître que cette proposition n'a pas, en général, reçu un accueil favorable; elle a même suscité les critiques les plus vives et les plus passionnées; nous voulons essayer d'y répondre et, d'autre part, nous savons que ce n'est pas du jour au lendemain qu'une idée, même intéressante, fait son chemin; il faut sans cesse appeler sur elle l'attention...

En résumé, trois raisons nous ont déterminé : la fréquence sans cesse plus grande des « accidents » en matière de paiement de chèque; la substitution progressive de l'idée de risque à l'idée de faute comme source de responsabilité; enfin, la nécessité de défendre par des motifs nouveaux la proposition de loi déposée le 14 mars 1923.

Il reste à indiquer le plan que nous suivons. Le voici dans ses lignes essentielles :

Il nous a d'abord semblé qu'un point de départ s'imposait; comment la question avait-elle été envisagée à la Conférence de La Haye de 1912 ? Cette Conférence a réuni les spécialistes les plus réputés de la plupart des pays. Toutes les questions relatives au chèque y ont été soigneusement discutées; c'est donc la source essentielle à laquelle il convenait, tout d'abord, d'aller puiser.

Mais les débats n'ayant pas permis d'adopter une règle uniforme et originale, la conférence prit le parti d'indiquer seulement des directives et de renvoyer pour le surplus aux diverses législations. Il s'en suivait qu'un exposé de ces législations devenait nécessaire.

Intentionnellement, nous avons reproduit, dans l'ordre alphabétique, et les opinions des délégations à La Haye et les principales législations. Cet ordre peut, *a priori*, paraître un peu simpliste; mais il présente un caractère d'objectivité qui nous l'a fait préférer à tout autre. Il s'agissait de permettre au lecteur de se

rendre compte par lui-même et, par conséquent, le but à atteindre était de ne mêler en rien notre personnalité et nos idées à ce qui ne devait être qu'un pur exposé.

Ce travail objectif et d'analyse terminé, nous avons essayé de dégager les systèmes de responsabilité auxquels se rattachent, *grosso modo* et sans tenir compte des détails, les diverses législations. Cette œuvre de synthèse permet de se faire une idée d'ensemble du problème, de le « schématiser », s'il est possible de s'exprimer ainsi. Nous ne nous sommes pas ici borné à une *exposition* : nous avons pris parti... Il ne nous appartient pas de dire si ce parti est le meilleur; nous espérons, quant à nous, qu'il a l'avenir pour lui...

CHAPITRE PREMIER

La Conférence de La Haye de 1912 et les risques inhérents au système du paiement par chèques.

Dans le dessein de faciliter l'œuvre de la Conférence de La Haye de 1912, pour l'unification du droit relatif au chèque, le Gouvernement royal des Pays-Bas avait préparé un questionnaire très détaillé et méticuleux qu'il avait adressé aux divers Gouvernements, sollicitant ainsi d'avance leur attention. Ce questionnaire se préoccupait dans trois numéros — 27, 28 et 29 — du problème qui fut l'objet de cette étude.

Le numéro 27 était ainsi conçu : Quant à la perte (1), suffirait-il que la loi renvoie aux dispositions concernant cette matière dans la loi uniforme relative à la lettre de change et au billet à ordre ? Voici les principales réponses qui furent faites :

Allemagne : En ce qui concerne la perte d'un chèque, la loi renverra aux dispositions correspondantes de la

(1) Il est évident que la perte pure et simple d'un chèque n'a pas la gravité du vol, ni de la falsification, néanmoins elle ne peut pas être entièrement laissée de côté.

loi uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre, pour autant que ces dispositions ne se rapportent pas à la lettre de change acceptée.

Autriche : Oui.

Hongrie : La réponse à cette question dépend, en premier lieu, des dispositions que contiendra sous ce rapport la loi uniforme. Or, si la loi dispose que le contre-ordre du tireur devra toujours être respecté par le tiré, cette question perd beaucoup de son importance, parce que le tireur pouvant se défendre lui-même, la loi n'aura pas à disposer pour les cas qui se passent le plus souvent dans la pratique, c'est-à-dire quand le chèque s'égare de la possession du tireur (ou pendant la remise effectuée par lui).

Si c'est le bénéficiaire du chèque qui perd le titre, il y a lieu à deux sortes de précautions : il est d'abord nécessaire que le paiement du chèque perdu soit interdit au tiré et cela d'urgence; il faut ensuite que le recours du bénéficiaire dépossédé soit assuré contre le tireur. Pour parer au premier danger, le tireur devra défendre au tiré de payer, même en deçà du délai de présentation, mais à charge de donner caution si le bénéficiaire dépossédé rend son droit plausible.

Pour ce qui est de l'autre risque, l'on devra recourir à la procédure d'amortissement, laquelle doit être réservée à la loi territoriale.

Cette réponse de la Hongrie est intéressante, en ce qu'elle envisage le problème sous ses diverses faces.

Elle insinue que la meilleure sauvegarde contre la perte et le vol d'un chèque réside dans le droit de révocation du tireur soit d'office, soit à la demande du porteur dépossédé. En France, voici comment la question est résolue dans la pratique : Aux termes de l'article 149 du Code de commerce, il n'est admis d'opposition au paiement d'un chèque qu'en cas de perte du chèque ou de faillite du tireur. Néanmoins, en ce qui concerne le tireur, celui-ci peut toujours donner l'ordre au banquier, ou à son correspondant, qui n'est que son mandataire, de ne pas payer le chèque qu'il a tiré sur lui; cette défense n'est pas considérée comme une opposition véritable, mais comme un simple retrait de mandat.

Une simple défense par lettre suffit donc pour couvrir la responsabilité du banquier, et cette défense n'a pas besoin d'être motivée.

Mais le tireur qui arrête ainsi le paiement d'un chèque le fait sous sa responsabilité.

En ce qui concerne le bénéficiaire du chèque, il ne peut faire opposition entre les mains du tiré que si le chèque a été perdu ou volé, ou si la personne en faveur de laquelle il a été endossé vient à tomber en faillite.

Comme dernier cas, un créancier quelconque du failli ou bien le syndic ont aussi qualité pour former opposition. Cette opposition doit être pratiquée par huissier et mentionner la cause : perte ou faillite.

Quant aux oppositions pour une cause autre que la

faillite ou la perte, elles ne sont pas admises dans les délais légaux de présentation. « Si le chèque a été présenté dans les délais légaux, toute opposition au paiement, procédant d'une cause autre que la perte du titre ou la faillite du porteur, est irrecevable, et le banquier doit, nonobstant une telle opposition, acquitter le chèque à présentation, sans pouvoir exiger du tiers-porteur le rapport de la mainlevée de l'opposition. » (Dalloz, R. P., Chèque 80.)

Si une opposition de cette nature est faite *pendant* les délais, mais si le chèque n'est présenté *qu'après* les délais, le banquier devra tenir compte de l'opposition.

Si l'opposition est faite *après* les délais, et *avant* la présentation, il devra, à plus forte raison, en être tenu compte.

Belgique : Oui.

Danemark, Norvège, Suède : Non, il faut aussi renvoyer aux dispositions de l'article 13 de l'avant-projet d'une convention, etc.

France : Il y a lieu d'appliquer à la perte du chèque les mêmes règles qu'à la perte de la lettre de change non acceptée.

Il a été jugé, à cet égard, que si un chèque dérobé ou perdu ne se retrouve pas et n'est point présenté dans les cinq ou huit jours de sa date, le porteur dépossédé ne peut en exiger le paiement ou reprendre des mains du tireur le versement qui avait été fait pour l'obtenir,

qu'en versant une caution qui garantira l'intéressé contre la survenance ultérieure possible d'un tiers porteur de bonne foi.

A cet effet, le porteur intéressé peut requérir une ordonnance du juge ou souscrire à l'amiable avec le débiteur éventuel un acte de caution sur timbre et enregistré.

Ces actes sont, en général, dressés pour une durée de cinq années; on présume que le chèque, qui n'est pas présenté pendant un si long espace de temps, est définitivement perdu.

Il subsiste un danger dans cette procédure, si l'on admet que la prescription en matière de paiement de chèque est de trente ans.

La question de la durée de la prescription est, en effet, discutée en matière de chèque. MM. Lyon-Caen et Renault se prononcent pour la prescription quinquennale; mais cette opinion n'a pas réussi à s'imposer.

Grande-Bretagne : Vu qu'un chèque est une lettre de change, les dispositions de la loi relative à la lettre de change perdue s'appliquent également au chèque. (Bill of Exchange act, art 69 et 70.)

Italie : Il conviendrait que la procédure d'amortissement fut réglée par la loi uniforme. Cependant, l'application de la procédure, telle qu'elle est généralement adoptée pour l'amortissement des lettres de change, n'atteindrait son but que si on la rendait plus expéditive. D'abord on devrait admettre comme valable, dans

ce cas, la révocation du chèque de la part du tireur, révocation qui devrait être provoquée par celui qui l'a égaré.

Et en cas de refus de la part du tireur, on devrait admettre que le requérant puisse, par une mesure judiciaire, immobiliser chez le tiré la somme affectée au paiement.

Suisse : Les dispositions de la convention internationale et de la loi uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre, sont pareillement applicables en ce qui concerne la perte du chèque. (Convention, art. 13; Loi, art. 84.)

Turquie : Oui.

Quant au numéro 28, il était rédigé de la façon que voici : Les conséquences d'un faux (signature fausse du tireur ou d'un endosseur ou falsification du contenu du chèque) doivent-elles être réglées d'après le système adopté pour la lettre de change et le billet à ordre ? Les réponses furent les suivantes :

Allemagne : Les conséquences d'une signature fausse du tireur ou d'un endosseur ou l'altération du contenu du chèque seront réglées d'après les principes établis, pour les cas correspondants, dans l'Avant-Projet d'une loi uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre.

Autriche : Oui.

Hongrie : Oui.

Belgique : Oui.

Danemark, Norvège, Suède : Oui.

France : Admission des mêmes règles que pour la lettre de change et le billet à ordre.

Grande-Bretagne : Vu qu'un chèque est une lettre de change, les règles applicables à l'altération frauduleuse de la lettre de change s'appliquent également à l'altération frauduleuse du chèque. (Bill of Exchange act, art. 64.) De même, les règles ordinaires s'appliquent si la signature du tireur est faussée (Bill of Exchange act, art. 24.) Mais d'après l'art. 60 du Bill of Exchange act, « un banquier, qui paie un chèque de bonne foi ou dans le cours ordinaire des affaires, n'est pas tenu de vérifier les signatures des endosseurs, pourvu qu'elles paraissent régulières ».

Italie : Toutes les lois sont d'accord sur ce point. Il suffirait donc de renvoyer aux dispositions des articles 78 et 79 du projet de loi uniforme relatif à la lettre de change et au billet à ordre, qu'on déclarerait également applicables au chèque.

Suisse : Les dispositions de la loi uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre, sont pareillement applicables au chèque, en ce qui concerne les fausses signatures et les falsifications du contexte (Art. 78 et 79).

Turquie : Oui.

Enfin, le numéro 29 était ainsi libellé : La loi doit-elle décider qui doit supporter le dommage résultant du paiement d'un chèque portant des signatures fausses ou dont le contenu est falsifié (le tireur ou le tiré) ou

qui a été mis en circulation sans le consentement du signataire de ce chèque ? Voici quelques-unes des réponses :

Allemagne : La loi ne décidera pas qui doit supporter le dommage résultant du paiement d'un chèque qui porte des signatures fausses et dont le contenu a été falsifié ou qui a été mis en circulation sans le consentement du signataire.

Autriche : Il sera réservé aux lois nationales de décider qui devra supporter le dommage résultant du paiement d'un chèque portant des signatures fausses et dont le contenu est falsifié.

Hongrie : En ce qui concerne la dernière éventualité qui fait l'objet de cette question, il est évident — parce que cela résulte de la nature du chèque, lequel appartient à la catégorie des effets de circulation — que la manière dont le chèque dressé par le tireur a échappé de sa possession, ne regarde ni le tiré, ni une tierce personne de bonne foi; ils peuvent, s'ils sont de bonne foi, le payer valablement. De même, ils acquièrent la propriété du chèque, qu'il soit mis en circulation avec ou sans l'autorisation du signataire; il n'est donc pas nécessaire que la loi contienne à cet égard une disposition.

Quant à la partie de la question relative au chèque faux et falsifié, il devra être établi (conformément aux lois hongroise, art. 23, autrichienne, 4^e alinéa de l'article 20 et au droit et à la pratique judiciaire de la plu-

part des Etats) dans la loi uniforme que le tiré devra supporter le dommage résultant du paiement d'un tel chèque, et il n'en pourra exiger le remboursement ou la déduction de la provision du tireur, c'est-à-dire du tireur prétendu, que dans le cas où celui-ci ou son employé, chargé de la manipulation des formulaires de chèques, auraient omis de prendre les soins nécessaires lors de l'émission ou concernant les dispositions habituelles pour empêcher la falsification et le paiement du chèque. *Le paiement du chèque faux ou falsifié doit être compté parmi les risques et périls se rattachant aux affaires de la Banque* qui — dans l'intérêt commun et dans celui du développement de cette institution — ne peuvent être séparés de la direction des affaires de caisse au compte de tierces personnes et, par conséquent, de la qualité du tiré. Et cette question devra être tranchée dans la loi elle-même; bien convenu que la décision de la question, s'il y a une culpabilité, qui et en quelle mesure en est responsable, peut et doit être confiée à la justice; il arrive bien souvent que ni le tireur ni le tiré ne peuvent être déclarés coupables; à cause de ces éventualités, il faudra établir une règle qui, d'ailleurs, servira aussi d'indication : A qui incombera, le cas échéant, le fardeau de la preuve ?... Et comme ces banques, par suite de leur situation plus forte et plus puissante, tâcheraient de reporter ces risques sur leurs clients par voie de dispositions imprimées dans leurs formulaires (quoique cette charge de

risques ait le grand avantage pour les banques qu'elle écarte les éléments faibles et les exploitations pas dûment organisées), il est désirable qu'il soit aussi établi dans la loi uniforme, conformément aux dispositions mentionnées des lois hongroise et autrichienne, qu'une clause ou convention contraire à cette disposition de loi sera nulle.

La réponse de la Hongrie mérite d'être dès maintenant soulignée et résumée :

1° Elle distingue les cas de perte et de vol des cas de falsification et d'altération, mettant en principe les uns à la charge de la victime de la perte et du vol, et les autres à la charge du banquier payeur.

2° Elle se prononce contre la validité des clauses de non-responsabilité que les banques imposent généralement à leur clientèle.

3° Elle n'élimine pas entièrement la notion de faute; elle se borne à dire que la banque est présumée en faute, sauf à elle à faire la preuve contraire. Il y a là toute une série de suggestions sur lesquelles nous devrons revenir.

Belgique : Il n'est pas à désirer que la loi uniforme concernant le chèque soit, sur ce point, plus explicite que la loi uniforme relative à la lettre de change.

Danemark, Norvège, Suède : Non.

France : La loi uniforme n'a pas à s'occuper de cette question. La solution à lui donner doit varier selon les circonstances. *C'est au juge qu'il appartient*

d'examiner, dans chaque espèce, s'il y a eu faute du tireur ou du tiré ou, en cas de fautes communes, de rechercher la gravité respective de la faute de chacun.

Grande-Bretagne : En ce qui concerne cette question, le droit anglais ne fait pas de distinction entre le chèque et tout autre effet, excepté qu'il protège les banquiers qui en font l'encaissement dans le cas de chèques barrés. (Bill of Exchange act, art. 82, tel qu'il est éclairci par la loi de 1906.)

Italie : La question de savoir qui est responsable d'un chèque faux ou falsifié touche à des éléments de fait qui rendent bien difficile une solution absolue. Aussi les lois s'abstiennent, en général, et à peu d'exceptions près, de la résoudre. *La doctrine, malgré une certaine variété d'avis, tend néanmoins à faire supporter le dommage au banquier pour différentes considérations qui se rattachent, soit à sa qualité ou à sa profession spéciale, soit au rapport de compte courant ou de dépôt entre lui et son client. Il faudrait, à notre avis, procéder par distinctions :*

1° Qu'il soit statué tout d'abord que la responsabilité suit la faute. Entre le tireur et le tiré, c'est bien celui à la charge duquel une faute existe, qu'elle soit personnelle ou indirecte, de part le fait de personnes à sa dépendance ou dont il doit répondre;

2° Qui supportera les dommages si la faute est commune ? La responsabilité sera partagée proportionnellement aux fautes respectives;

3° Lorsqu'il est impossible de démontrer l'existence d'une faute à la charge de l'un ou de l'autre, c'est le tiré qui répondra du chèque faux, c'est-à-dire émis avec la fausse signature du tireur ou falsifié dans la somme. Toute convention dérogeant à ces règles doit être nulle; on ne ferait que développer par là les dispositions de la loi autrichienne.

Suisse : Le dommage résultant du paiement d'un chèque portant des signatures fausses ou dont le contenu est falsifié est à la charge du tiré, dans la mesure où aucune faute n'est imputable au tireur. Toute convention contraire est nulle et de nul effet.

Chaque Etat contractant a la faculté de prescrire que, même si le tireur n'est pas en faute, le dommage sera à sa charge, lorsque le faux ou la falsification sont imputables à la faute d'un de ses employés.

Turquie : Le chèque circulerait difficilement, si un porteur pouvait être arrêté dans l'exercice de ses droits à raison de la fausseté d'une énonciation: Aussi, doit-il être admis que la fausseté de signature ou la falsification du contenu ne peuvent être invoquées et l'action en réparation du dommage résultant du paiement d'un pareil chèque, ne peut être intentée que contre celui qui y a participé ou qui l'a connue avant de recevoir le chèque.

Au contraire, les tiers de bonne foi peuvent faire produire au titre tous ses effets comme chèque, quelle que soit la supposition alléguée.

Diverses conclusions se dégagent de cette revue sommaire des réponses des principaux pays :

1° En ce qui touche les deux premières questions, les divers pays sont, dans l'ensemble, d'accord sur ceci : à savoir qu'il convient de s'en remettre à ce qui sera décidé en matière de lettre de change et de billet à ordre. Il n'y a pas lieu de songer à des dispositions spéciales.

On est donc amené à rechercher ce qui fut recommandé pour la lettre de change. Dans le cas de perte, il faut se reporter à l'article 43 de l'avant-projet d'une convention sur l'unification du droit relatif à la lettre de change et au billet à ordre :

« En complément des articles 80 et 84 de la loi, chaque Etat contractant peut, pour le cas de perte d'une lettre de change payable sur son territoire, déterminer les conditions dans lesquelles le paiement de la lettre peut être exigé moyennant caution, et en vertu d'une décision judiciaire ou établir une procédure d'annulation de la lettre perdue. Les autres Etats ont la faculté de déterminer les conditions sous lesquelles ils reconnaîtront les décisions judiciaires rendues en conformité de l'alinéa précédent. »

Il faut, en outre, se référer à l'article 84 de l'avant-projet d'une loi uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre :

« En cas de perte d'une lettre de change, le porteur légitime n'est tenu de se dessaisir de la lettre que

s'il l'a acquise de mauvaise foi ou si, en l'acquérant, il a commis une faute lourde. »

Bref, sauf que l'on essaie de mettre à couvert le porteur légitime, l'on arrive à une solution qui, du point de vue de l'unification n'en est pas une, c'est à savoir que les lois nationales décideront.

Les mêmes solutions triomphèrent en ce qui touche la falsification et l'altération des chèques, réserve faite toutefois de certaines directives que l'on souhaitait voir admettre partout.

« En cas d'altération du texte d'une lettre de change, les signataires postérieurs à cette altération sont tenus conformément au texte altéré. Les signataires antérieurs sont tenus d'après les termes du texte original. La falsification d'une signature, même celle du tireur ou de l'accepteur, ne porte en rien atteinte à la validité des obligations découlant des signatures véritables apposées sur le titre. » (Art. 78 et 79 de l'Avant-Projet.)

En définitive, la question des chèques perdus, volés ou falsifiés, est donc abandonnée aux diverses législations, avec cette restriction que certaines recommandations d'ordre général sont suggérées.

Il importe, dès lors, d'examiner ces diverses législations, afin d'essayer, si possible, d'en dégager quelques enseignements d'ensemble. De toutes les questions que pose l'emploi du chèque, il n'en est pas de plus pratique, ni, par suite, de plus importante que celle qui est ici étudiée.

CHAPITRE II

Exposé des principales législations ⁽¹⁾.

Allemagne : La loi du 11 mars 1908 règle de la façon suivante la question de la perte d'un chèque : « Lorsque le chèque est perdu ou détruit, il est soumis à la déclaration de nullité sur une procédure provocatoire. Le délai de publication doit être de deux mois au moins. Si le chèque a été présenté à temps à l'encaissement et qu'il n'a pas été payé par le tiré, l'ayant droit peut, après introduction de la procédure provocatoire, réclamer le paiement au tireur, à la condition de fournir caution jusqu'à la déclaration de nullité. »

Un des commentateurs les plus estimés de la loi allemande a donné de cette disposition les explications suivantes :

La procédure, dite provocatoire, est une procédure spéciale qui a pour objet d'appeler toutes personnes à produire dans un délai fixé, et sous peine de forclusion, les réclamations ou prétentions auxquelles elles se croi-

(1) Les textes des diverses lois nous ont été fournis soit par les ambassades, soit par les consulats des pays respectifs.

raient fondées. Dans l'espèce, le bénéficiaire du chèque informe le tribunal de district, établi au lieu de paiement, de la perte ou de la destruction du titre. Sur ce, le greffe publie, par voie d'affiche, sur le tableau du Tribunal et d'insertion au *Moniteur de l'Empire*, une description du chèque en question, avec sommation au détenteur inconnu de produire le chèque dans les deux mois et de faire valoir ses droits éventuels, sous peine de voir annuler le titre à l'expiration dudit délai.

Si personne ne se présente dans les deux mois, le Tribunal rend, en audience publique et sur conclusions, un jugement déclarant le chèque nul, même vis-à-vis du porteur de bonne foi; dès ce moment, le tireur et les autres signataires se trouvent déchargés de toute responsabilité. La disposition du second alinéa de l'article 27 se rapproche de l'article 365 du Code de commerce allemand, en vertu duquel celui qui a provoqué la procédure en annulation peut réclamer paiement au tireur, à condition de fournir caution jusqu'au moment du jugement. Mais il faut pour cela présentation en temps voulu et défaut de paiement par le tiré. (La loi allemande du 11 mars 1908 sur le chèque, traduite et commentée par Fritz Norden, avocat à la Cour de Bruxelles, Marcel Rivière, édit., 1908.) Il serait superflu de souligner combien cette procédure est compliquée; on a souvent demandé, en Allemagne, qu'elle fût simplifiée. Par contre, la législation allemande ne contient pas de dispositions spéciales relativement aux chèques

falsifiés ou altérés. L'article 23 se borne à décider que « lors même que la signature du tireur ou d'un endosseur est falsifiée, ceux dont les signatures sont sincères n'en restent pas moins obligés ». Fritz Norden a ainsi commenté cet article : « Le signataire d'un chèque reste obligé en vertu même de sa signature, mais non pas parce qu'il a des co-obligés. La question de savoir si les autres signatures sont sincères ou non reste sans influence sur l'obligation qui lui incombe. Il en est de même en matière de lettre de change (cf. les articles 75 et 76 de la loi allemande, sur le change). Comme on le voit, la loi n'édicte pas de prescriptions spéciales concernant les chèques falsifiés. *Les questions qui surgissent à ce sujet relèvent donc, dans chaque cas particulier, de l'appréciation du Tribunal.* La loi est muette sur le point de savoir sur qui retombe la responsabilité du paiement d'un chèque faux, c'est-à-dire portant une fausse signature. Qui devra supporter le préjudice résultant du paiement d'un chèque faux ou falsifié ? Ce préjudice retombera-t-il sur le tiré ou sur le tireur, s'il y a absence de faute de leur chef ? » (Loc. cit., p. 38 et 39.)

Le système allemand peut donc se résumer ainsi :

1° En cas de perte du chèque, il organise une procédure d'amortissement, d'ailleurs très compliquée;

2° En cas de falsification, il s'en remet à la libre appréciation des tribunaux.

Argentine : La législation de ce pays est une des plus

complètes qui soient sur la perte, le vol et la falsification des chèques.

Article 802 : « En cas de perte ou de vol du carnet de chèques, le porteur en donnera immédiatement avis à la Banque et celle-ci ne paiera pas à présentation les chèques établis sur les formules perdues ou volées. »

Article 804 : « Les banques sont obligées de payer immédiatement les chèques à présentation; mais si elles remarquent des erreurs ou si elles ont des soupçons de fraude ou de falsifications, elles pourront les retenir en donnant immédiatement avis au tireur. »

Article 808 : « Les banques refuseront de payer les chèques quand elles auront connaissance : 1°, 2°, 3° ...si le chèque semble falsifié, altéré, gratté, surchargé, s'il y a un changement dans la date, le numéro d'ordre, la quantité, l'espèce de monnaie, le nom du porteur, la signature du tireur, ou si l'on a omis une des conditions essentielles du chèque. »

Article 809 : « En cas de falsification du chèque, la banque sera responsable :

» 1° Si la signature du tireur est visiblement falsifiée;

» 2° Si le chèque a subi des altérations indiquées dans l'article précédent;

» 3° Si le chèque ne provient pas du carnet délivré au tireur, conformément à l'article 801. »

Article 810 : « Le tireur est responsable en cas de falsification :

» 1° Si sa signature est falsifiée dans un ou plusieurs

des chèques du carnet et si la falsification n'est pas visiblement manifeste;

» 2° Si le chèque est signé par un employé ou une personne autorisée à signer pour le tireur les chèques véritables. »

Article 811 : « La partie des talons de carnets de chèques fera pleinement foi pour justifier si les formules des chèques falsifiés proviennent ou non du carnet du tireur indiqué. »

Article 812 : « Si c'est seulement la signature de l'endosseur qui a été falsifiée, le banquier n'encourra pas les responsabilités édictées par l'article 809. »

Autriche : L'article 21 de la loi sur le chèque, du 3 avril 1906, règle la question de perte. Il est ainsi conçu : « Quiconque a perdu un chèque peut en demander l'annulation au Tribunal de commerce du lieu de paiement... Lors de l'introduction de la procédure d'annulation, le tribunal peut, à la requête du demandeur en annulation, interdire au tiré, par une ordonnance provisoire, de payer le chèque. Le paiement du chèque opéré, malgré l'interdiction du paiement, est sans effet à l'égard du demandeur. »

L'article 20 se préoccupe, dans une de ses parties, de la question des chèques faux ou falsifiés. Il décide que « le préjudice résultant du paiement d'un chèque faux ou falsifié, frappe le tireur supposé du chèque faux ou le tireur du chèque falsifié, lorsqu'ils ont commis une faute par rapport aux faux ou à la falsification, ou

que le faux ou la falsification ont été faits par leurs employés chargés du service des chèques. Au cas contraire, le tiré supporte le préjudice; la convention contraire est sans effet. »

Le système autrichien est analogue à celui de l'Allemagne pour ce qui est de la perte du chèque; il mérite les mêmes critiques. Mais il paraît intéressant en ce qui concerne la falsification; sauf exceptions, il en met les conséquences à la charge du tiré, donnant ainsi une directive aux tribunaux.

Belgique : Les lois de ce pays sur les chèques (20 juin 1873 et 31 mai 1919) ne contiennent pas de règles spéciales en ce qui touche la perte, la falsification et l'altération des chèques; on s'en remet soit aux dispositions relatives à la lettre de change, soit à la théorie de la faute. C'est à peu près le système français.

Brésil : La législation de ce pays ne renferme pas de prescriptions propres sur les questions de la perte et de l'altération; néanmoins l'article 10 est ainsi libellé : « Le chèque doit être payable à vue. Le tiré, cependant, peut demander des explications ou une garantie pour payer un chèque mutilé, déchiré ou qui contient des taches d'encre, ou ratures, ou qui porte une date suspecte. » Il faut en conclure, semble-t-il, que dans tous ces cas, s'il ne le faisait pas, il serait responsable d'un paiement non libératoire pour le tireur. Mais ce ne sont là que des solutions de détail qui laissent intact

et non tranché tout le problème de la perte ou de l'altération.

Chili : Ce pays possède, au contraire, s'il est permis de s'exprimer ainsi, un véritable Code de la perte et de la falsification des chèques. « En cas de perte ou de vol d'un chèque, le porteur pratiquera les diligences suivantes :

» 1° Il donnera avis écrit du fait au tiré qui suspendra le paiement du chèque pour 10 jours;

» 2° Il publiera un avis du fait dans un journal de la localité pendant 5 jours;

» 3° Il demandera au tireur et aux endosseurs, dans le même délai, l'annulation du chèque égaré et la délivrance du chèque nouveau en sa faveur;

» 4° En outre, il aura recours à la justice pour qu'elle interdise au tiré de payer le chèque égaré. La justice statuera brièvement et sommairement, moyennant une caution qui garantira les conséquences. La caution sera maintenue pendant le délai d'un an si l'objet litigieux n'a pas été retrouvé et s'il n'y a pas lieu de l'annuler. » (Art. 29.)

Mêmes précisions en ce qui concerne la responsabilité. « En cas de falsification d'un chèque, le tiré est responsable :

» 1° Si la signature du tireur est visiblement différente de celle qui avait été laissée par le tiré comme moyen de comparaison;

» 2° Si le chèque porte des ratures, des amendements ou des altérations visibles;

» 3° Si le chèque n'appartient pas à la série qui avait été remise au tireur.

» Si la falsification se borne à un endossement, le tiré ne pourra être responsable que dans le cas où un chèque aurait été payé à une personne inconnue sans qu'ait été prise la précaution établie par l'article 713 du Code de commerce. » (Art. 16.)

Par contre, la responsabilité incomberait au tireur dans les cas suivants : « Le tireur est responsable si sa signature est falsifiée sur des chèques de sa propre série et si elle n'est pas visiblement différente. » (Art. 17.)

La loi chilienne reconnaît d'ailleurs que ce ne sont pas là toutes les hypothèses qui peuvent se présenter dans la pratique, et, dans l'article 18, elle pose un principe :

« En général, la perte de la somme payée, à raison d'un chèque falsifié, sera imputée au tireur ou au tiré selon la faute ou la négligence qui leur seront imputables, sans préjudice de l'action contre l'auteur du délit. »

La loi chilienne procède donc par voie d'énumération, mettant certains faits à la charge du tiré et certains autres à la charge du tireur. Pour les cas non prévus, elle les résout par la théorie de la faute.

Costa-Rica : La législation de ce pays (23 novembre 1902) n'offre pas de dispositions bien remarquables pour les questions qui sont l'objet de cette étude. « Si le tiré paie un chèque par négligence ou par inadver

tance, il en perd la valeur, sauf son recours contre la personne qui en a perçu le montant sans y avoir droit.

» Le tiré qui paie un chèque faux a un recours pour la totalité ou pour partie seulement de la valeur, suivant les circonstances, contre la personne qui apparaît comme étant le tireur, si celle-ci a, par sa faute, facilité l'accomplissement de la fraude. » (Art. 166.)

Espagne : La législation de ce pays se borne, en ce qui touche la perte, le vol et l'altération du chèque, à renvoyer à la lettre de change.

Etats-Unis : Mêmes solutions : Le chèque étant, en effet, défini comme une lettre de change à vue.

Hongrie : Dans la loi hongroise du 28 décembre 1908, la question de la perte de chèque est réglée de la façon la plus méticuleuse.

Article 20 : « Le propriétaire d'un chèque perdu peut en poursuivre l'amortissement devant le Tribunal compétent du lieu de paiement. Il devra produire la copie du chèque ou, au moins, en indiquer le contenu essentiel et rapporter la preuve de sa possession antérieure de l'effet. Si le Tribunal juge les données produites suffisantes, il interdit le paiement par le tiré et rend une ordonnance par laquelle il somme le possesseur du titre de faire valoir ses droits dans un délai de trente jours en exhibant le chèque. Ce délai de trente jours est compté du jour qui suit la première publication de l'ordonnance mentionnée à l'alinéa précédent dans la feuille officielle éditée à l'intérieur du pays.

» Le tribunal peut également interdire le paiement même sans que soit rapportée la preuve d'une possession antérieure, lorsque le demandeur en annulation constitue une sûreté que le Tribunal lui fixera librement. Dans ce cas, le tribunal devra, en même temps qu'il interdira le paiement, impartir un délai de grâce pour rapporter ultérieurement la preuve de la possession antérieure du chèque, délai après l'expiration infructueuse duquel la défense édictée en faveur de la partie qui poursuit l'annulation sera levée.

» Le paiement qui aurait été effectué au mépris de l'interdiction, demeurera privé d'effet à l'encontre du demandeur en annulation. »

Article 21 : « Après l'introduction de la procédure en annulation, le porteur du chèque pourra, s'il fait la preuve, conformément à l'article 17, de la présentation du titre au paiement en temps voulu et du non-paiement, faire, à la vérité, valoir son recours contre le tireur; toutefois, il ne pourra conclure au paiement qu'à la condition de fournir une sûreté d'égale valeur, jusqu'à ce que l'annulation soit devenue définitive. Faute de constituer cette sûreté, le porteur du chèque peut seulement demander que le tireur dépose une somme correspondante entre les mains de la justice. Lorsque, sur l'ordonnance rendue par le tribunal, personne ne se présente comme possesseur du chèque, le tribunal déclare celui-ci désormais sans valeur. Mais si le possesseur représente l'effet dans le délai qui lui

avait été imparti, le tribunal suspend la procédure d'annulation et avise le demandeur, sous peine de lever l'interdiction de payer intervenue en sa faveur, d'avoir à faire valoir, selon les règles du droit commun, son droit de propriété à l'encontre du possesseur. » On est en présence d'une procédure très complète, mais hérissée de formalités et de difficultés, et qui doit être assez coûteuse.

Le règlement de la question des chèques faux et falsifiés fait l'objet de l'article 23 : « Le préjudice résultant du paiement d'un chèque faux ou falsifié, sans qu'il y ait eu faute du tiré ou de l'un de ses employés, n'est à la charge du tireur apparent ou réel, que si une faute relative à l'émission ou à la falsification du chèque est imputable à lui-même ou à son préposé chargé du service des chèques; toute convention différente, qui serait plus favorable au tiré, demeurerait dépourvue d'effet. » Il résulte de ce texte que, en principe, la perte dans ces cas est pour le tiré; il ne peut se retourner contre le tireur que dans des hypothèses précises de faute.

Italie : La loi de ce pays se borne à décider que « sont applicables aux chèques toutes dispositions qui se réfèrent à l'endossement, l'aval, les signatures *fausses* ou *falsifiées*, les signatures des personnes juridiquement incapables, l'échéance et le paiement de la lettre de change, le protêt, l'action envers le tireur et les endosseurs et les lettres de change égarées ». (Art. 341 du Code de commerce.)

Lettonie : La loi sur le chèque mérite d'être citée, ne serait-ce que parce qu'elle est toute récente (18 mars 1921). Voici ce qu'elle décide quant à la perte des chèques : « Si un chèque est perdu ou volé, le porteur dépossédé doit en informer le tireur et le tiré. Le tireur, ayant confirmé au tiré, que le requérant était le possesseur légal du chèque en question, le paiement de ce chèque doit être refusé en cas de présentation. Le paiement de ce chèque perdu ou volé sera fait par le tireur ou possesseur dépossédé, mais seulement après que les formalités légales d'annulation auront été accomplies. » (Art. 16.) Cette procédure renferme une idée neuve et intéressante : la confirmation par le tireur des affirmations du porteur dépossédé, en ce que du moins ce dernier était bien le porteur légal.

Quant à la responsabilité du paiement d'un chèque faux ou falsifié, la législation de la Lettonie ne renferme pas de disposition originale; elle décide seulement que « les pertes causées par le paiement d'un chèque faux ou falsifié sont à la charge du payeur, s'il y a eu négligence de sa part. » (Art. 17.)

Mexique : Le Code de commerce se borne à stipuler que « le tiré n'est pas responsable de l'abus qui se fait des chèques qu'il donne à ses créditeurs pour qu'ils tirent sur lui, s'il est constant que le chèque payé est de ceux qu'il a donnés, et il ne pourra retarder, sans décision de justice, le paiement d'un chèque au porteur, sous prétexte de perte ou de vol ». (Art. 16.)

Nicaragua : La loi de ce pays renferme des dispositions très minutieuses sur les questions que nous étudions ici. Tout d'abord l'article 633, ainsi conçu : « En cas de perte ou de vol du carnet de chèques, le titulaire avisera immédiatement celui qui doit les payer et celui-ci ne paiera pas les chèques présentés sur les formules volées ou perdues. » C'est ensuite l'article 691 : « Le tiré refusera de payer les chèques lorsqu'il aura connaissance : 3° Si le chèque paraît falsifié, transformé, écrit en interligne, raturé ou effacé, en ce qui concerne la date, le numéro d'ordre, la somme, l'espèce de monnaie, le nom du porteur, la signature du tireur ou bien s'il lui manque l'une quelconque des conditions essentiellement requises... » C'est enfin les articles 692, 693 et suivants : « En cas de falsification d'un chèque, le tiré en subira les conséquences :

» 1° Si la signature du tireur est visiblement falsifiée;

» 2° Si le chèque contient des transformations du genre de celles qui sont énumérées à l'article précédent;

» 3° Si le chèque n'est pas de ceux qui ont été délivrés au tireur en conformité de l'article 682, ainsi rédigé : Les banques et maisons commerciales qui font des opérations de banque établiront des carnets imprimés avec talons de ces chèques, avec le numérotage correspondant et les livreront moyennant reçu. Celui-ci devra contenir le numéro du carnet ou des carnets et le numérotage successif des chèques... » (Art. 692.) Par contre,

à raison de l'article 693, « le tireur subira les conséquences en cas de falsification d'un chèque :

» 1° Si sa signature sur un ou plusieurs des chèques qu'il a reçus du tiré et la falsification ne sont pas visiblement apparentes...;

» 2° Si le chèque est signé par un employé ou une personne qui se sert de sa signature sur les chèques réguliers. »

Les articles 694 et 695 précisent encore : « La comparaison des talons des carnets de chèques fera entièrement preuve, lorsqu'il s'agira de justifier si la formule des chèques falsifiés appartient ou non au carnet de chèques de celui qui apparaît comme tireur. Lorsque seulement la signature de l'endosseur a été falsifiée, le tiré n'encourra pas les responsabilités édictées à l'article 686 ainsi libellé : « L'obligation du tiré est de payer immédiatement les chèques qui lui sont présentés, à moins qu'il n'ait pas de fonds du tireur ou qu'il ait des doutes de vol ou de falsification, auquel cas il pourra les retenir en avisant immédiatement le tireur, ou bien lorsqu'il se trouvera dans l'un des cas prévus à l'article 694. »

En résumé, le Nicaragua essaie de prévoir les diverses hypothèses qui peuvent se présenter dans la pratique et de déterminer à raison de chacune d'elles le départ des responsabilités.

Roumanie (10 mai 1887) : Ce pays se borne à appliquer la législation relative à la lettre de change. « Tou-

tes les dispositions relatives à l'endossement, à l'aval, à la signature des personnes incapables, *aux signatures fausses et contrefaites*, à l'échéance et au paiement des traites, au protêt, au recours contre le tireur et contre les endosseurs, *aux billets perdus ou volés*, sont applicables aux chèques. » (Art. 366 du Code de commerce.)

Nous ne croyons pas devoir pousser plus avant cette revue des diverses législations, car nous n'aboutirions qu'à des redites.

Elles tournent toutes, en effet, autour de certaines idées maîtresses que nous allons maintenant essayer de dégager.

CHAPITRE III

Les systèmes de responsabilité en matière de chèques perdus, volés ou falsifiés.

Un examen attentif montre que, avec des nuances, les législations peuvent se répartir en trois groupes :

1° Celles qui, comme la France, n'ont pas de réglementation spéciale et s'en remettent à la jurisprudence du soin de décider dans chaque espèce. Dans le rapport présenté au Comité central à La Haye, au nom de la première section (Lyon-Caen, président; Carlin, rapporteur), il est répondu à la question 29 : « La loi doit-elle décider qui doit supporter le dommage résultant du paiement d'un chèque portant des signatures fausses ou dont le contenu est falsifié (le tireur ou le tiré) ou qui a été mis en circulation sans le consentement du signataire de ce chèque ? »

» Il s'agit de questions de fait qui doivent être résolues par les tribunaux, selon les circonstances.

» Elles doivent rester en dehors de la loi et de la convention. »

Voici donc un premier système : *Ne pas légiférer et laisser faire les juges.*

D'autres législations ont une tendance marquée à mettre la responsabilité à la charge du tiré. Il en est ainsi notamment de l'Autriche et de la Hongrie.

Dans le rapport présenté au Comité central au nom de la troisième section (Président : Sir Mackenzie Delzen Chalmers, *anglais*; rapporteur : D. Josephus Gitta, *hongrois*), il est fait la réponse que voici à la question 29 : « La grande majorité de la Section est d'avis que la matière doit être réglée dans la loi uniforme, et que cette loi doit le faire de telle sorte que le dommage soit mis à la charge du tiré, à moins que ce dernier ne prouve qu'il y a eu faute de la part du tireur ou des employés auxquels le tireur a confié la manipulation du chèque. » La délégation danoise est d'un autre avis. La délégation anglaise s'est abstenue.

La troisième section était composée des Etats suivants : Costa-Rica, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Japon et Pays-Bas. En principe, le tiré serait responsable; mais il pourrait s'exonérer de cette responsabilité en démontrant de façon précise la faute du tireur.

D'autres législations enfin, entrant dans des détails très complets, prévoient les hypothèses les plus courantes et règlent dans chacune d'elles la question des responsabilités. Elles tendent à restreindre l'arbitraire des juges et à renseigner, par avance, ceux qui jouent un rôle dans l'émission, la circulation et le paiement des chèques sur leur responsabilité.

Nous allons examiner successivement ces trois systèmes, en relever les avantages et les inconvénients, de façon à pouvoir prendre ensuite parti, en connaissance de cause.

Le système français s'en remet à la sagesse des juges, parce qu'il estime que les espèces qui se présentent dans la pratique sont essentiellement variables et complexes, et que, par suite, elles ne se prêtent pas à des réglementations législatives. La doctrine représentée très principalement par M. Thaller, professeur à la Faculté de Droit de Paris, a bien essayé de dégager des règles applicables à cet immense ensemble de cas que les tribunaux ont eu à résoudre, et il est notable que, dans sa réponse au questionnaire du Gouvernement hollandais, le Brésil eût voulu les voir adopter, en substance, par la législation uniforme.

Voici, en effet, comment il s'exprime : « En fait de fausseté ou de falsification du chèque, les législations varient quant aux effets et conséquences et là où il n'y a pas une disposition légale, comme dans la France, *la jurisprudence n'est pas certaine*.

La question, cependant, est du plus grand intérêt et la loi doit la résoudre et fixer. Les solutions suivantes sont, à notre avis, les plus équitables pour les hypothèses qui peuvent se présenter : a) Si un chèque authentique est simplement volé ou détourné et présenté au paiement à l'insu du tireur ou propriétaire, le montant payé doit être porté au compte du tireur, à moins que,

en payant le chèque, le tiré n'ait agi avec manifeste légèreté, soit par la condition de la personne qui s'est présentée pour le toucher, soit par une autre raison quelconque...; b) s'il s'agit, de même, d'un chèque authentique, mais falsifié, soit dans le nom du bénéficiaire, soit dans le chiffre du montant, la solution doit être la même que dans l'hypothèse antérieure, à moins que le paiement n'ait pas été fait avec l'attention ordinaire par rapport à la façon matérielle de la falsification...; c) S'il s'agit, cependant, d'un chèque originairement falsifié, celui dont le nom figure comme tireur apparent ne pourra jamais être reconnu responsable d'une obligation qu'il n'a pas prise, d'un mandat qu'il n'a pas donné. Dans ce cas, celui qui aura payé ou escompté ce chèque falsifié en supportera le dommage.

Ces solutions, dont le Brésil recommande l'adoption, s'apparentent étroitement avec celles qui ont été préconisées par Thaller dans une dissertation sous Trib. Seine, 21 décembre 1893, D. 1896. 2. 401, et dont on trouve un résumé dans le *Traité Élémentaire du Droit commercial* du même auteur, revu et mis à jour par M. Percerou. On dira peu de choses des chèques volés ou des chèques faux. Ces situations se rencontrent cependant en pratique avec fréquence. Les gens qui s'approprient les chèques trouvent dans l'encaissement à vue un moyen plus facile de consommer leur détournement. Lorsqu'on s'aperçoit du vol, l'effet est déjà

payé et il est trop tard pour former opposition chez le tiré.

A reprendre les jalons que nous avons posés pour la lettre de change (n^{os} 1477 et suiv.) on aboutit aux conclusions suivantes :

1° Le chèque était sincère, mais il a été dérobé au cours de sa circulation. Le voleur l'a ensuite touché chez le tiré, soit en effectuant un faux endossement ou un faux acquit, soit en tronquant un nom de porteur plus ancien, soit en utilisant une signature en blanc. Ce paiement est libératoire pour le tiré de bonne foi, s'il n'y a pas eu opposition de l'intéressé. On applique la théorie de l'article 145 du Code de commerce. C'est le porteur détenant le chèque au moment de cette soustraction qui, à moins de retrouver le voleur, essuiera la perte. Ce porteur pourra être le tireur lui-même. Le chèque du tireur Thomas, adressé par lui à un créancier Bernard, a été intercepté à la poste avant d'arriver à destination. Le paiement qu'en fait le tiré n'en sera pas moins mis au débit de Thomas, tireur, lequel devra effectuer à Bernard un second règlement. Ceux qui expédient des chèques agiront prudemment en usant d'une lettre recommandée ou chargée ou en s'assurant auprès d'une Compagnie;

2° Le chèque était faux dès l'origine. Un feuillet du carnet a été détaché par le faussaire; il a imité la signature du déposant. Trompé par les apparences, le tiré a payé sur présentation. On ne suivra plus alors la

même théorie. Ce chèque ne doit pas être mis au compte du déposant. La perte sera pour le banquier.

Cela est vrai surtout au cas où l'écriture du prétendu tireur aura été l'objet d'une imitation grossière. Le tiré a pris un modèle de la signature de son client afin de pouvoir s'y reporter. Pourquoi n'a-t-il pas confronté le chèque avec le modèle ?

Il en serait de même si l'importance insolite du chèque ou quelque autre circonstance devait le rendre suspect. Le banquier s'est rendu coupable d'une faute lourde. Il en répondra nonobstant toute convention contraire. Cette convention contraire est usuelle. En délivrant le carnet de chèques, dans le reçu qu'il a fait signer au déposant, le banquier s'exonère expressément d'avance des paiements de chèques faux. Mais une semblable exonération n'a pas d'effet; elle vaudra seulement lorsque la conduite du banquier est excusable et que la signature a été habilement contrefaite (Req. 26 octobre 1898, S. 99. 1. 274).

Toutefois, ce chèque faux peut avoir sa cause dans une faute du tireur lui-même. Il provient d'un de ses employés et tient à ce que le carnet n'a pas été conservé en lieu sûr. Si ces faits sont prouvés, les rôles se retournent; le banquier débite à bon droit son client du paiement qu'il a effectué. (P. 944, n° 1634, édition 1922.)

Le législateur français n'a pas cru devoir s'approprier ces directives. C'est, qu'en effet, elles sont entou-

rées de tant de *si* et de tant de *mais*, que pratiquement, elles ne peuvent pas être d'une sérieuse utilité. Il a préféré laisser les coudées franches aux juges. Ceux-ci n'ont eu, en général, qu'une règle : faire prévaloir l'équité. Sans doute, ils ont essayé de baser leurs décisions sur des dispositions de droit : règles relatives au mandat, règles relatives à la faute. Nous ne méconnaissons pas qu'il soit utile de déterminer les rapports de droit qui existent, à la suite de l'émission d'un chèque, entre le tiré, le tireur et le soi-disant tireur et les tiers porteurs. De ces rapports devraient dépendre les droits et devoirs des uns et des autres et, par voie de conséquence, les responsabilités que fait naître un paiement lésant de légitimes intérêts.

Voici les principales explications qui ont été proposées : Les rapports du tireur et du tiré seraient régis par les règles du mandat. Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution (Code civil, art. 1991). Il répond non seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion.

La responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire (art. 1992). Dans la deuxième hypothèse, la faute, même la plus légère, suffit à engager la responsabilité du mandataire. Cette faute peut consister, soit dans la violation d'un devoir

contractuel, soit dans la violation d'un devoir légal; elle peut résulter soit d'une omission, soit d'une *commission*.

Qu'en matière de chèque, le mandat (si mandat il y a) soit salarié, c'est ce qui ne fait aucun doute. Dans une thèse récente (De la responsabilité du tiré en matière de chèque, chez Giard, 1921), M. Théodore Lenoir l'a bien montré. Sans doute, les sociétés de crédit ne perçoivent pas, en général, de rémunération directe pour le paiement des chèques; cette opération, considérée isolément, leur coûte plus qu'elle ne leur rapporte. Mais une banque ne remet de carnets de chèques que si l'on a un compte chez elle, et ce compte est la source de toute une série de bénéfices.

On sait assez, pour qu'il soit inutile d'insister, que nos banques ne laissent pas dormir l'argent qui est dans leurs caisses; elles le rémunèrent mal et l'emploient le plus lucrativement possible. On sait assez encore qu'un compte en banque est en perpétuel mouvement par suite d'ordres de bourse, de souscriptions et que tous ces actes sont fructueux pour les maisons de crédit. (P. 20 et 21.)

Le banquier payeur de chèques serait donc assimilé à un mandataire salarié et responsable dans les mêmes conditions.

Quant au tireur, il serait dans la situation du mandant qui doit indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans im-

prudence qui lui soit imputable (Art. 2000). Ce principe doit d'ailleurs s'entendre avec réserve dans le mandat salarié.

Il y a là des directives qui, sans doute, ne sont pas négligeables, mais qui sont trop imprécises pour qu'on puisse aboutir à des solutions satisfaisantes. En effet, la constatation de la faute appartiendra souverainement, en général, aux juges du fond, sans contrôle possible de la Cour de cassation et, par suite, l'on ne peut espérer arriver à l'unité de jurisprudence.

A supposer que les règles du mandat soient applicables aux rapports du tireur et du tiré, elles ne sont pas les seules, il faut ajouter, d'après la presque unanimité des auteurs, l'article 143 du Code de commerce ainsi conçu :

« Celui qui paie une lettre de change à son échéance et sans opposition est présumé valablement libéré. »
Voici ce qu'écrit M. Lenoir au sujet de cette disposition : « Il y a là une présomption légale fort avantageuse pour le tiré. Il ne faudrait pas toutefois en exagérer la portée. Elle n'a qu'un effet, croyons-nous, d'ailleurs très important, à savoir qu'elle renverse le fardeau de la preuve, c'est-à-dire que ce n'est pas au tiré de démontrer qu'il a payé à juste titre, mais au tireur de démontrer que le tiré a payé à tort. Bref, l'on n'est pas en face d'une présomption irréfragable; rien ne s'oppose à ce que le tireur fasse la preuve d'une faute au tiré. » (De la responsabilité du tiré, p. 22.)

M. Lenoir s'exagère peut-être encore l'importance de l'article 145. En effet, dans les procès qui naissent du paiement des chèques, le banquier tiré a presque toujours la position de défendeur et à ce titre seul il bénéficie déjà de l'adage *Onus probandi incumbit actori*.

En résumé, les relations du tireur et du tiré devraient s'apprécier d'après les règles du mandat et l'article 145 du Code de commerce; mais de nombreux auteurs estiment que « le siège de la matière » n'est pas tout entier dans ces textes, mais encore dans les articles 1382 et suivants du Code civil : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence et par son imprudence. »

Tous ces articles, qu'ils soient relatifs au mandat, qu'ils soient surtout relatifs aux délits et aux quasi-délits, sont fort généraux et par là même fort vagues. Comme le dit encore M. Lenoir, l'on voit « que le droit commun en matière de chèque n'est pas très aisé à déterminer et l'on peut se douter que, à supposer même que l'on y réussit pleinement, cela ne serait pas d'une grande utilité pour le caissier qui est derrière un guichet et qui est sollicité de payer un chèque quasi-instantanément. » (De la responsabilité du tiré, p. 23.)

Ne suffit-il pas de rappeler ce que nous avons déjà dû dire de la savante dissertation de M. Thaller qui, cepen-

dant, constitue un pas en avant sur les articles de Codes, puisqu'elle en est une adaptation aux hypothèses qui nous occupent ?

C'est si vrai que les banques s'efforcent de dresser des sortes de « catéchismes » à l'usage de leurs employés. En Angleterre, il existe un ouvrage de cette sorte qui est très perfectionné.

Voici ce qu'en dit M. Lenoir : « Les dissertations doctrinales sur la responsabilité du tiré ne peuvent être à peu près d'aucun secours pour les caissiers requis de payer séance tenante. Ce qui leur serait utile, ce serait une sorte de *vade-mecum* prévoyant les principaux cas possibles et y donnant des solutions claires. Bref, il faudrait un ouvrage du genre de ceux qu'écrivaient les Canonistes du Moyen Age et aussi les théologiens modernes. Ils énuméraient successivement et brièvement tous les cas de conscience susceptibles de se poser et y faisaient réponse.

Cette méthode scolastique avait certes des inconvénients; on aboutissait quelquefois à des minuties un peu oiseuses. Mais elle avait aussi ses avantages. On pouvait assez aisément se renseigner sur un cas quelconque et trouver un apaisement.

En Angleterre, il existe un livre tout à fait analogue, en ce qui concerne le chèque : il est édité à Londres par the Institute of bankers et intitulé : « Questions on Banking practice ».

M. Lenoir donne ensuite quelques détails sur l'édi-

tion de 1909. Mais son ouvrage n'est plus à jour; en 1922 a paru une nouvelle édition; dans les lignes générales il n'y a cependant que peu de modifications.

En France, on n'a rien de tel, mais les Banques donnent des instructions aussi détaillées et précises qu'elles le peuvent à leurs agents. Voici un exemple. En matière de responsabilité du banquier payeur de chèque, le principe est le suivant : « Le tiré est valablement libéré s'il paie de bonne foi et cela, encore que l'acquit soit donné par un porteur sans qualité; il n'a pas en effet à l'assurer de l'identité du porteur qui présente le chèque, car, dans l'usage, l'acquit est donné par avance sur le titre et tout porteur est qualifié pour toucher, quand même il ne serait pas la personne que révèle la signature d'acquit et alors même que le chèque présenté se serait trouvé revêtu d'une signature fausse, du moment qu'aucune négligence ou imprudence ne peut lui être reprochée. Mais il n'en serait pas ainsi, et la responsabilité du tiré se trouverait engagée, si l'on relevait contre lui la preuve d'une imprudence ou d'un défaut de précaution. » (Dalloz. R. P. chèque 36.)

Donc, tout porteur a, en principe, qualité pour toucher un chèque, sans avoir à fournir aucune justification.

Par contre, le banquier est responsable de sa faute ou de sa négligence; c'est là une question de fait qui a donné lieu à de nombreuses difficultés soumises aux tribunaux; quelques décisions préciseront ce que les

tribunaux considèrent comme une faute imputable au banquier.

Spécialement, le banquier ne peut être déclaré responsable du paiement qu'il a fait d'un chèque dont la signature est déniée, alors, par exemple, que le chèque est de beaucoup inférieur au crédit du tireur, qu'il a été détaché de son carnet à souche et porte la griffe de sa maison de commerce apposée dans les conditions ordinaires.

Ni de ceux sur lesquels étaient apposés de faux endos, lorsque, d'une part, aucune preuve de collusion n'est rapportée contre le banquier et qu'en outre rien dans la confection matérielle des endos n'était de nature à lui en faire soupçonner la fausseté.

Le banquier ne peut, non plus, être rendu responsable du paiement d'un chèque soustrait par l'employé d'un client ayant un compte ouvert chez lui, lorsque aucune faute ne lui est imputable.

De même, le banquier qui a payé un chèque dérobé, sur lequel le nom du voleur avait été substitué à celui du véritable bénéficiaire, ne peut être déclaré responsable de la perte résultant du paiement ainsi effectué, alors que le bénéficiaire s'était montré imprudent, en l'expédiant par la poste, sans le recommander, l'assurer ou le barrer.

En conséquence, le propriétaire du chèque auquel il a été volé ne peut en réclamer une seconde fois le paiement lorsque le premier a été fait de bonne foi, sur la présentation du titre.

Mais la responsabilité du banquier serait, au contraire engagée s'il avait commis une faute en payant, par exemple, s'il résultait de grattages apparents que le titre était surchargé.

Le banquier qui paie un chèque dont la signature est fausse, dont la date est indiquée en chiffres au lieu d'être en lettres, et dans lequel l'énonciation de la somme à payer est manifestement d'une autre écriture que la signature, commet une imprudence dont il doit être rendu responsable.

De même, lorsque des chèques dérobés à leur propriétaire sont présentés revêtus de la fausse signature de celui-ci, le banquier commet une faute en les payant, si la signature qu'ils portent n'est pas conforme à la signature véritable dont il a le fac-similé en sa possession et que sa comparaison avec elle est de nature à révéler l'existence du faux.

Le banquier qui remet un carnet de chèques à son client exige généralement de celui-ci une déclaration conçue en ces termes : « Les conséquences dommageables pouvant résulter de la perte, de la soustraction ou du détournement des formules de chèques sont à la charge du titulaire du compte. » Cette clause est valable; mais cependant elle n'exonère pas le banquier de sa faute lourde, de telle sorte que ce dernier n'en est pas moins responsable, si la signature fausse, sur laquelle il a payé, présentait des différences notables avec celle que son client avait déposée chez lui comme type. »

(Communication de la Bankers Trust Company, juillet 1923.)

Nous permettra-t-on de dire que ces directives ne représentent pas absolument l'état de la jurisprudence ? Elle est plus confuse que cela, comme il apparaît dans l'étude de M. Pierre Feschotte, sur l'extension de la notion de risque (Les Presses Universitaires de France, 1923.)

Au fond, les tribunaux n'ont eu qu'un souci : être, s'il se pouvait, équitables. Bref, ils se sont comportés comme des arbitres, bien plus que comme des juges.

Ceci n'est pas sans avantages : ce qui importe, en effet, essentiellement, ce n'est pas que les décisions de justice s'inspirent de théories juridiques arrêtées, mais qu'elles satisfassent la conscience, le sentiment d'équité qui est au fond de tout esprit venant en ce monde. Ce résultat a été souvent obtenu. On a pu arriver à des combinaisons variées de partage des responsabilités et rendre des jugements adéquats à l'infinie variété des espèces qui se présentaient. Un tel système serait peut-être le meilleur, si les tribunaux avaient un recrutement exceptionnel et pouvaient examiner les affaires avec loisir et calme.

Ce n'est pas toujours le cas; dans une récente audience de la huitième chambre du tribunal de commerce de la Seine, à laquelle nous assistions, il y avait 1.500 affaires au rôle. Il est à redouter que dans de telles conditions l'on n'arrive à de sérieux mécomptes.

Dans une thèse parue depuis peu, M. Feschotte a montré, avec de très nombreux exemples à l'appui, que dans des espèces sensiblement identiques, les tribunaux avaient rendu des jugements contradictoires. Et cela non pas sur des points spéciaux, délicats, mais dans toutes les questions qui se sont posées relativement à la perte, au vol et à la falsification. C'est là un résultat singulièrement grave, parce qu'il est de nature à multiplier les procès.

Il est, en effet, toujours possible d'espérer avoir gain de cause, même si on a un mauvais procès. Et cela, au profit des personnes les moins estimables. Par contre, les personnes qui devraient triompher hésiteront peut-être à se lancer dans une procédure, souvent très coûteuse, et dont il est tout à fait impossible de prévoir le développement et l'aboutissement. En résumé, le système de l'arbitraire des juges, qui est en réalité celui du droit français en matière de responsabilité pour paiement de chèques, n'est ni bon ni mauvais en soi; il dépend de la qualité et de l'organisation du corps judiciaire.

En France, ce corps a de grands mérites : désintéressement, dignité de vie; mais il manque parfois de compétence. Dans les petites villes, il n'a pas à sa portée de moyens d'études suffisants. Les Codes, mis par l'Etat à la disposition des tribunaux, ne sont pas à jour; ils datent souvent de plusieurs années.

La bibliothèque ne compte que des ouvrages vieillis.

Bref, dans les centres peu importants ou même moyennement importants, les juges, sauf s'ils ont de la fortune personnelle, ne peuvent pas, avec les ressources propres des tribunaux, se tenir au courant, même avec la meilleure volonté. Un de nos amis, ancien juge, nous a conté le fait suivant auquel il a été personnellement mêlé.

Cela se passait à Bougie, en 1904. Les Codes des tribunaux dataient de plus de 10 ans; les ouvrages de la bibliothèque n'étaient pas plus récents; de telle sorte que les juges devaient ou se procurer eux-mêmes des Codes et des Traités, ou en emprunter aux auxiliaires, avocats, huissiers, etc. L'un des juges ayant écrit à la Bibliothèque de l'Université d'Alger pour obtenir que des prêts de livres lui fussent faits, reçut une réponse négative. Il serait difficile, après cela, de s'étonner de l'incompétence des juges; elle est forcée, du moins dans les villes de modeste importance.

Dans les grands centres — comme Paris ou les villes, sièges d'Universités — les ressources intellectuelles sont abondantes; mais alors les magistrats sont débordés; les tribunaux de ces villes fonctionnent quasi automatiquement : ce sont des machines à juger. Cela est surtout vrai dans les tribunaux de commerce où les questions de perte, de vol et d'altération de chèques aboutissent souvent, si bien que, pour des motifs divers, le fonctionnement du système judiciaire français ne donne pas un rendement satisfaisant.

Il s'ensuit que la législation française qui s'en remet aux juges n'est pas heureuse. Il suffit pour s'en rendre compte de jeter un rapide coup d'œil sur les décisions de justice qui sont intervenues; on y verra que, dans des cas analogues, ces décisions ont été contradictoires. Voici quelques exemples : s'il est un devoir élémentaire du tiré, c'est celui de comparer la signature qui est sur le chèque avec le spécimen qu'a déposé son client lors de l'ouverture du compte. Les tribunaux sont certes d'accord sur ce point; mais ils divergent, dès qu'il s'agit d'apprécier le degré d'attention que le tiré doit apporter dans cet examen.

« Attendu, en fait, que si l'on rapproche la signature du chèque faux, qui a été payé par le tiré, des véritables signatures, il est facile de reconnaître qu'elles n'émanent pas de la même personne; qu'on ne peut pas tout d'abord, ne pas être frappé par l'hésitation et la recherche que présentent à première vue les lettres *e*, *t*, *o*, *r* et surtout les lettres *t* et *o* qui ont été surchargées, ainsi que la partie du paraphe qui se trouve directement au-dessus du nom, alors que la signature ou les paraphes donnés par le tireur ne présentent jamais ni correction, ni hésitation et se distinguent, au contraire, par une écriture absolument nette et très caractérisée qui dénote une habitude graphique ancienne et constante;

» Attendu, d'autre part, que l'examen de chaque lettre est non moins probant; que notamment la lettre majuscule *T* a sa boucle commencée au-dessus de la

ligne d'écriture et sa partie inférieure anguleuse, que le T est bouclé dans le haut, que l'o et l'e sont très larges, tandis que dans la signature du demandeur, la majuscule T a sa boucle commencée plus bas et sa partie inférieure toujours arrondie, que le T n'est jamais bouclé et que l'o et l'e sont moins arrondis et moins larges, de telle sorte que l'examen attentif de l'ensemble de la signature et des lettres qui composent le nom dénotait des dissemblances frappantes de nature à éveiller les soupçons du caissier et du contrôleur de la banque, qui étaient familiarisés avec l'écriture très correcte du notaire tireur, et qui avaient toutes facilités pour procéder à une vérification, soit en se reportant à la signature donnée au moment de l'ouverture du compte, soit aux signatures des chèques précédemment payés. » (Civ. Lyon, 26 janvier 1889.)

Pour libérer le tiré de toute responsabilité, ce jugement demande au tiré un degré d'attention peu commune; il exige de lui des précautions et une prudence au-dessus de la normale. Les caissiers des établissements de crédit devraient être de véritables experts en écritures; sinon la responsabilité de leur patron serait engagée.

En regard de cette décision de justice si exigeante, l'on peut en placer qui le sont infiniment moins.

« Attendu que, le 28 janvier 1905, il a été présenté aux guichets du Crédit Lyonnais, à Marseille, une lettre sur papier commercial à en-tête de la Savonnerie Mar-

seillaise, signée du nom de l'Administrateur-délégué, M. Fabre, priant le Crédit Lyonnais d'établir au nom de Jean Matheron et de remettre au porteur de la lettre un chèque de 2.985 fr. 10 sur sa succursale d'Aix-en-Provence; que, sur la présentation de cette lettre, le Crédit Lyonnais a établi et remis, comme il lui était indiqué, le chèque qui a été encaissé à Aix;

» Attendu qu'il a été reconnu que la lettre était l'œuvre d'un faussaire et d'un escroc, que la Savonnerie Marseillaise refuse d'accepter le débit du chèque en question; qu'il s'agit aujourd'hui d'apprécier qui, de la Savonnerie Marseillaise ou du Crédit Lyonnais, doit supporter les conséquences du détournement commis;

» Attendu qu'aucune faute proprement dite ne peut être imputée à l'une ou à l'autre des deux parties; que, d'une part, il n'est rien allégué à l'encontre de la Savonnerie Marseillaise; que, d'autre part, *la signature de l'administrateur délégué A. Fabre était assez habilement imitée pour que le faux pût et dût passer inaperçu, même en comparant rapidement, et comme l'exige la pratique courante des affaires, la signature de la lettre à la signature déposée par l'administrateur.* »

Le tribunal termine en partageant les responsabilités. (Tribunal de commerce de Marseille, 21 juin 1906.)

Dans le même sens on peut citer cet attendu de la Cour d'appel de Paris (23 juillet 1907) :

« Considérant que si le tiré a payé sur le vu d'une signature, plus tard reconnue fausse, il n'apparaît pas

que la substitution de signature dont se prévaut le preneur soit de nature, dans les circonstances où cette substitution a dû intervenir et en tenant compte des usages et des nécessités du commerce, à engager la responsabilité du tiré. »

Et encore ce considérant du tribunal de commerce de la Seine du 17 mars 1910 :

« Attendu que, si le dépôt des signatures oblige les Sociétés de crédit à vérifier la similitude de celles revêtant les pièces et documents qui peuvent constituer leur décharge et l'engagement de leurs clients, cette obligation, étant donnée la multiplicité des dites opérations, le paiement à guichet ouvert, notamment de chèques, ne peut s'entendre que de la vérification de différence que peut révéler un simple examen; que dans l'espèce aucune différence grossière n'existe, qu'un examen, même attentif, des signatures, ne peut en révéler le caractère frauduleux. »

Dans l'opuscule précité, M. Feschotte donne de nombreux et intéressants exemples de ces contradictions de la jurisprudence.

Il suffit, pour le but que nous poursuivons ici, d'avoir montré, comme nous venons de le faire, que, pour la partie la plus essentielle du chèque, à savoir la signature du tireur, les tribunaux apprécient de la façon la plus différente les falsifications dont elle peut être l'objet.

Et cela n'a rien que de fort naturel, car les tribunaux

essayent de rattacher leurs décisions à l'idée de faute, idée éminemment subjective. Dans une thèse parue tout récemment (*Le chèque et sa fonction économique*, 1923), M. Albert Buisson écrit : « L'appréciation de cette faute ne laisse pas que de présenter des difficultés et la diversité de décisions que les exemples ci-dessous mettent bien en évidence en est une preuve; dans une première espèce, où le chèque avait fait l'objet de grattages et de surcharges, le tribunal de la Seine, dans un jugement du 10 juillet 1866, statue de la façon suivante :

» Attendu qu'en mars dernier, B... a mis à la poste, sous un pli cacheté, mais non chargé, un chèque sur le Crédit Foncier, de la valeur de 300 francs, au nom de Mademoiselle Betsy X...; que le chèque n'est pas arrivé à destination et s'est trouvé entre les mains d'un tiers à qui il n'était pas destiné et qui en a réclamé le paiement;

» Attendu que le paiement en a été effectué sans obstacle et sans qu'aucune interpellation ait été faite au prétendu destinataire sur son identité;

» Attendu que le titre en question a été l'objet d'altérations sensibles, que le signe abrégé « M^{elle} » a été en partie gratté et remplacé par un autre signe abrégé « M »; que le prénom féminin « Betsy » a été transformé « Bitsy »; que pour donner à l'écriture ainsi altérée une apparence uniforme, on a grossi en les surchargeant, plusieurs lettres de l'endos;

» Attendu que le Crédit Foncier, en payant le chèque présenté à sa caisse, sans se préoccuper des surcharges qui en altéraient la partie la plus essentielle et sans se renseigner sur l'identité du porteur, a commis une imprudence qui engage sa responsabilité et a causé à B... un préjudice dont il doit réparation. Par ces motifs :

» Condamne le défendeur ès nom à payer à B... la somme de 300 francs, montant dudit chèque, avec les intérêts tels que de droit et le condamne en outre aux dépens. »

Il résulte de cette décision que le banquier qui, ayant ouvert à un particulier un compte de dépôt, paie un chèque à ordre portant la signature de celui-ci, sans aucune interpellation au prétendu destinataire sur son identité, est responsable, alors que des grattages et surcharges existant sur le titre étaient de nature à éveiller sa défiance, de la perte résultant de ce que le paiement a été fait à un autre qu'au véritable destinataire.

Cette décision du tribunal de la Seine paraît équitable, et cependant le tribunal de commerce de Marseille admet une solution différente dans une espèce analogue :

« Attendu que si l'on examine avec soin les mots signalés à l'attention du tribunal, il apparaît bien qu'un grattage et des surcharges ont été habilement faits par un faussaire, mais qu'il ne serait en quelque sorte plus possible de soupçonner le faux si l'on regardait avec

des yeux non prévenus, dans son ensemble, la texture du document incriminé; qu'on ne saurait en l'état faire grief à la Société défenderesse de ce que son préposé au guichet des visas des chèques n'a pas reconnu le faux en question, ni encore moins de ce qu'il n'aurait pas songé à supputer si le temps écoulé depuis le jour de l'émission avait été suffisant pour que le chèque ait pu voyager de Ceuta à Barcelonne, puis à Lyon et parvenir à Marseille; qu'il faut tenir compte, en l'espèce, des exigences du public et des nécessités d'un service chaque jour plus important, l'usage des chèques devenant très répandu. » (Le Droit, 23 octobre 1906.)

Un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 20 juin 1903, révèle la même tendance dans le motif suivant :

« Attendu que les banquiers ne peuvent voir leur responsabilité engagée à raison des paiements effectués par eux, qu'autant qu'ils ont commis une faute lourde, et notamment s'ils ont payé, alors que des faits anormaux et des circonstances louches, dont ils pourraient évidemment se rendre compte, leur faisaient un devoir de s'abstenir ou tout au moins de s'enquérir avant de se libérer. » (*Gazette des Tribunaux*, 27 septembre 1903.)

Y a-t-il des contradictions provenant d'une interprétation erronée des principes de notre droit et la diversité des décisions constatée démontrerait-elle la fragilité du système suivi ? Nous ne le pensons pas; l'applica-

tion des principes est nécessairement variable, tant en raison des espèces que de la mentalité des interprètes (1).

Et ces contradictions sont observées, du reste, dans bien d'autres matières. Une tâche difficile est évidemment, et dans tous les cas, laissée au juge, tant pour l'appréciation des moyens de preuve apportés par le tireur qui se refuse à admettre la paternité d'un chèque que pour celle de la gravité de la faute du tireur dont l'imprudence ou la négligence a permis la fraude, ou encore de la faute du banquier qui a payé, malgré les surcharges ou grattages apparents, le montant d'un chèque dérobé ou égaré. (P. 134, 135 et 136.)

Pour défendre le système de l'arbitraire des juges, M. Buisson se borne à constater que, s'il aboutit à des contradictions en matière de responsabilité pour paiement de chèques, il en est de même dans d'autres domaines. Puis il plaide les circonstances atténuantes; les juges font ce qu'ils peuvent... Peut-être estimera-t-on que de telles justifications sont insuffisantes.

Nous ne méconnaissons pas que les juges font ce qu'ils peuvent; mais qu'importe, comme dirait un humoriste, si leur mieux ne vaut rien. Et cela, non pas

(1) En matière de responsabilité, la loi pose un principe très général, celui de l'art. 1382; l'interprète cède à la tentation d'en user à son gré et d'invoquer l'idée de faute, toutes les fois qu'il lui paraît juste d'accorder une réparation (G. Charmont, *Les transformations du droit civil*, p. 235, éd. 1921).

par leur faute, mais parce qu'ils décident d'après un critère qui, par sa nature même, ne peut mener qu'à des résultats variables, mouvants et contradictoires.

Bref, les arguments présentés par M. Buisson soutiennent la théorie de la faute, à peu près comme la corde soutient le pendu.

Il paraît en avoir senti toute l'insuffisance et n'y demeurer attaché que par crainte de rompre avec une tradition.

Tant que l'on s'en tiendra à la doctrine de la faute pour peser les responsabilités que fait naître le paiement par chèques, l'on restera dans l'incertitude, dans la contradiction et dans l'arbitraire.

La succursale de la Bankers Trust Company, établie à Paris, 3 et 5, place Vendôme, a bien voulu nous communiquer la position prise par elle vis-à-vis du système français; elle estime que le partage des responsabilités s'y fait de la façon suivante : *Observations pratiques* : « Il a été indiqué que, en principe, le banquier n'encourait aucune responsabilité en payant de bonne foi un chèque au porteur quel qu'il soit, même si le chèque a été volé. Le banquier n'est donc pas tenu de demander des justifications au porteur, il n'est responsable que de sa propre faute ou de sa négligence.

Mais comme c'est là une question de fait soumise à l'appréciation des juges, il est bon pour les banquiers de prendre certaines précautions.

Avant tout, il y aura lieu de refuser rigoureusement le paiement dans les cas suivants :

1° Si le chèque présentait le moindre grattage ou la moindre altération;

2° Si l'acquit n'était pas écrit de la même main entièrement;

3° Si le chèque ne satisfait pas aux conditions légales;

4° Si la signature diffère du modèle fourni;

5° Si le chèque présente une rature ou une surcharge non approuvée par la signature entière.

Lorsqu'un porteur paraîtra suspect pour une cause ou pour une autre, par exemple lorsqu'un chèque sera présenté pour un montant très supérieur à ceux habituellement tirés par le client ou par une personne n'ayant pas eu jusqu'ici l'habitude de se présenter au nom du client, il y aura lieu de demander, tout au moins, la confirmation par téléphone.

D'autre part, et d'une façon générale, les banquiers ont l'habitude, au-dessus d'une certaine somme, mettons cinq mille francs, de demander au porteur la justification de son identité et de son domicile.

Il est fait mention au dos du chèque des pièces fournies : carte d'identité, carte d'électeur, passeport, quittance de loyer, etc.

Les porteurs ne se refusent que rarement à fournir les justifications demandées, car ils se rendent compte que cette exigence n'a rien d'anormal et qu'elle est faite dans l'intérêt général.

Si un porteur refusait de satisfaire à la demande ainsi faite, cette attitude ne pourrait qu'engager le banquier

à maintenir son refus de paiement, car elle serait justement de nature à faire naître tous les soupçons.

En la circonstance, le risque pour le banquier se réduirait à peu de chose; il s'expose à ce que le chèque lui soit présenté par huissier; dans ce cas, mieux vaut encore pour lui supporter les frais de cette présentation (3 francs), car, par le fait qu'il aura payé entre les mains de l'huissier, sa responsabilité se trouvera entièrement dégagée.

Pour quelques francs et dans des cas très rares, le banquier assurera aussi sa tranquillité.

Quand les chèques dépassent la limite fixée, le banquier aura, en outre, le devoir de s'assurer de la capacité juridique de la personne qui touche. Une femme mariée, un mineur, ne peuvent, en effet, donner valablement quittance; les femmes devront donc justifier de leur qualité de fille, veuve ou divorcée ou fournir l'autorisation maritale. Les mineurs devront, de même, fournir l'autorisation de leur père ou tuteur, à moins que les uns et les autres ne soient commerçants ou les mineurs émancipés. (Communication de la Bankers Trust Company, juillet 1923.)

De cette pratique d'une banque américaine établie à Paris, il y a lieu de rapprocher celle de l'un de nos principaux établissements de crédit, le Lyonnais. Voici ses directives : Des pièces d'identité sont, en général, exigées des inconnus qui présentent des chèques supérieurs à 4.000 francs. Le renouvellement de l'acquit

signé d'avance est souvent demandé; les signatures sont toutes relevées de façon à rapprocher, si possible, d'un spécimen, aussi bien la signature du porteur que celle du tireur. Aucun chèque acquitté par une maison de banque n'est payé en espèces à un employé même connu; le chèque est échangé contre un mandat de virement sur la Banque de France.

Devant la multiplication des fraudes, les banques essayent de se défendre en prenant de plus en plus des précautions.

Elles s'efforcent de mettre tous les atouts dans leur jeu. Certes, ces précautions sont utiles en ce qu'elles peuvent prévenir des abus, mais elles peuvent aussi se retourner contre des tireurs ou des porteurs intéressants.

Dans un procès, en effet, les tribunaux auront une tendance à exonérer de toute responsabilité la banque qui aura déployé le plus de vigilance apparente.

Vers quelle autre solution conviendrait-il de se diriger ? Deux voies sont ouvertes : déterminer dans la législation le partage des responsabilités entre les personnes qui figurent dans les chèques : tireur, porteur, tiré; substituer à l'idée de faute et à l'arbitraire des tribunaux la notion de risque professionnel et mettre, du moins en principe, les aléas du paiement des chèques à la charge du payeur.

La première solution a trouvé son expression la plus complète dans les lois de la République Argentine, du

Chili, du Nicaragua. Le Gouvernement argentin fit suivre ses réponses au questionnaire du Gouvernement hollandais des observations que voici :

Pareillement, je sou mets à la considération de la Conférence quelques points destinés à compléter le projet sur le chèque en vue de la 29^e question. La loi devra contenir des dispositions relatives à la falsification et à l'adultération des chèques.

Les banques ne paieront pas les chèques :

1° Si le chèque apparaît falsifié, adultéré, intercalé, gratté, changé, effacé dans la date, dans les numéros d'ordre, quantité, espèces de monnaie, nom du porteur, signature du tireur, ou dans le cas de manque d'une de ces conditions essentielles;

2° En cas de falsification d'un chèque, la banque tirée souffrira les conséquences :

a) Si la signature du tireur est visiblement falsifiée;

b) Si le chèque a des altérations énumérées dans l'article antérieur;

c) Si le chèque n'appartient pas à ceux que la banque a livrés au tireur (c'est-à-dire si le chèque ne sort pas du livret numéroté avec talonnaire que la banque a livré au tireur contre reçu);

3° Le tireur est responsable des dommages et préjudices en cas de falsification :

a) Si la signature est falsifiée dans un ou plusieurs chèques reçus de la banque et que la falsification n'est pas visiblement claire;

b) Si le chèque est signé par un employé ou une personne qui signe de sa signature les chèques véritables.

Bref, le Gouvernement argentin suggère purement et simplement que, sur le point qui nous occupe, sa propre législation devienne la loi internationale; il croit que la solution adoptée par l'Argentine mériterait de s'étendre aux divers pays.

Notons tout d'abord, qu'en fait, les dispositions du Code argentin ne se sont fait recevoir qu'au Chili et au Nicaragua.

Notons, en outre, que, dans la première section de La Haye, où siégeaient les représentants de l'Argentine, la réponse à la question 29 fut qu'il s'agissait de questions de fait qui doivent être résolues par les tribunaux selon les circonstances. C'est dire que les délégués argentins ne réussirent pas à convaincre leurs collègues des autres pays.

Les énumérations de la loi argentine sont, en effet, comme de fausses fenêtres qui ne donnent ni air, ni lumière. C'est un trompe-l'œil. Le législateur paraît donner des solutions, alors qu'en réalité il donne à peine des directives.

Qu'est-ce qu'une signature visiblement falsifiée ? Et qu'est-ce qu'une signature non visiblement falsifiée ? Voici des réflexions que nous trouvons sous la plume d'un praticien et qui paraissent édifiantes à cet égard. « En Angleterre et en Amérique, la personne qui donne une signature écrit son nom et elle l'écrit au moins avec

autant de soin que le texte précédant la signature et destiné à être lu. Sur le registre de signatures d'une « Branch » de la « London County and Westminster Bank », nous n'avons pas vu une seule signature illisible. »

Cette correction est telle que la loi anglaise a spécialement prévu le cas d'une erreur d'orthographe, fût-elle d'une seule lettre, commise par le tireur ou l'endosseur d'un effet négociable dans l'inscription du nom de la personne à l'ordre de laquelle il est passé, et prescrit un mode uniforme de régularisation. La signature du bénéficiaire mal désigné doit reproduire d'abord l'orthographe irrégulière, ensuite l'orthographe exacte. Par exemple, un chèque tiré payable à l'ordre de « Boley and son » au lieu de « Bowley and son », sera signé de la façon suivante, à l'exclusion de toute autre forme de rectification, par exemple de la conjonction « ou » :

« Boley and son. »

« Bowley and son. »

Le même procédé est utilisé en Amérique.

En France, les signatures féminines sont généralement lisibles. Mais un très grand nombre de signatures masculines ne reproduisent qu'une partie des lettres du nom et les reproduisent d'une façon souvent très vague. Dans l'esprit du signataire, le but de cette formalité n'est pas d'indiquer son nom, mais de donner à tel ou tel acte, pièce, lettre missive, un complément nécessaire, de s'en reconnaître l'auteur ou de l'approuver.

Certaines signatures compliquées offrent, il est vrai, au point de vue de la difficulté d'imitation, une supériorité réelle sur la simple inscription du nom. Mais souvent aussi la personne qui signe ne songe ni à la fraude, ni surtout au doute pouvant naître chez des tiers sur l'authenticité de son engagement. Loin de faire une différence en faveur de la signature apposée hors la vue de l'intéressé, elle apportera plus de soin à celle qui sera donnée en présence de toutes les parties et surtout d'un notaire. Aussi les spécimens déposés dans les banques, spécimens de date récente ou très ancienne, n'offrent-ils parfois qu'une très vague ressemblance avec certaines signatures correspondantes. Rien n'est instructif à cet égard comme l'inspection des services d'une banque. Lorsqu'on a effectué un certain nombre de rapprochements entre les signatures déposées par les titulaires de comptes et celles qui figurent sur les pièces de prélèvement, on arrive à la conclusion décevante qu'à l'exception de cas dans lesquels l'imitation est très difficile (c'est heureusement ce qui se produit pour les maisons de commerce les plus importantes), *une signature fausse composée avec quelques soins, le temps et le calme nécessaires et des éléments de comparaison, ressemblera toujours plus à la signature spécimen que certaines signatures vraies*. Les divergences caractérisées sont trop nombreuses pour qu'une enquête puisse être faite à l'occasion de chacune d'elles et la situation du payeur qui n'a ni le temps

de se livrer à une étude graphologique, ni la possibilité, en fait, de rejeter toutes les signatures irrégulières, est infiniment plus délicate que beaucoup de magistrats ne le supposent. Il est facile au prétoire, de constater qu'un T bouclé dans le haut, un o et un e très larges constituent des anomalies dans la signature du tireur et que « l'examen de ces lettres dénotait des dissemblances frappantes de nature à éveiller les soupçons d'un caissier ou d'un contrôleur » (Tribunal de Lyon, 26 janvier 1889; *Gazette du Palais*, 14-15 août 1889); mais si l'on s'arrêtait à ces détails, que de chèques sincères seraient écartés !

Le payeur suivra donc son inspiration. Il lui est impossible de prévoir exactement où commencera la faute, aux yeux du tribunal, si l'existence d'une faute est établie.

Voilà donc un spécialiste qui nous assure que les signatures fausses sont plus semblables aux spécimens déposés que les signatures vraies. Bref, les indices sur lesquels se base le législateur argentin pour faire le départ des responsabilités sont souvent peu frappants et, d'autre part, ils ne sont pas déterminants.

Descartes soutenait que le critère de la vérité, c'était l'évidence; mais qu'est-ce que l'évidence ? Où commence-t-elle ? C'est ce qu'objectait Malebranche, qui reprochait à Descartes d'avoir négligé de mettre « une enseigne à l'hôtellerie de son évidence ».

Bref, le système argentin n'a de précision qu'en ap-

parence; en réalité, il ne supprime pas l'arbitraire des juges, et ainsi se heurte par surcroît à toutes les objections que l'on a faites au système français.

Peut-être même lui est-il inférieur, car les tribunaux sont souvent très formalistes. Il leur arrive, étant embarrassés sur le fond, de se rattacher à des critères externes derrière lesquels ils aiment à abriter leurs décisions. Il est donc à craindre que, dans le paiement des chèques, ne sachant où est la faute, ils ne se retranchent derrière les énumérations du Code argentin et ne rendent des décisions en quelque sorte mécaniques.

Il faut encore ajouter que le système même des énumérations n'est pas recommandable, car la réalité débordé toujours les cadres prévus et par suite ne résoud pas les problèmes qui se posent.

Ce n'est pas à dire que le législateur argentin n'ait eu quelque mérite; il a, en effet, tenté de donner des directives aux juges et de réduire ainsi leur arbitraire, ne reculant pas devant l'effort. Mais il s'est attaqué à une tâche irréalisable. Il continue, en effet, à partir du principe que la responsabilité doit être là où est la faute, et il essaie de dire, dans chaque espèce, là où est la faute, mais la notion de faute est essentiellement mouvante. Vouloir bâtir sur elle, c'est bâtir sur le sable de la mer, du moins étant données nos facultés. Comme on l'a dit, la faute c'est le critère du jugement dernier; jusque-là il est inutilisable. C'est d'ailleurs infiniment regrettable, car c'est un critère qui satisfait la cons-

cience. Malheureusement il n'est pas pratique. D'autant plus qu'il ne suffit pas qu'il y ait faute et que cette faute soit imputable à l'une des parties; il faut encore qu'il existe entre la faute et le dommage une corrélation étroite, un rapport de cause à effet.

Or, c'est là un point qui est sinon impossible, du moins très difficile à déterminer.

Par exemple, le tiré qui paie un chèque entaché d'irrégularité fiscale s'expose-t-il, non seulement à une amende, mais engage-t-il sa responsabilité civile ? Il y a des discussions de justice contradictoires sur la question. L'article 5 de la loi du 14 février 1874 prescrit que le quantième de la date d'un chèque soit en lettres.

Un jugement du tribunal civil de la Seine, du 11 décembre 1893, décide que « cette formalité exigée dans un intérêt fiscal n'influe pas sur la validité du chèque » (D. P. 1896. 1. 401.) Mais un arrêt de la Cour de Paris du 4 juin 1897 se prononce en sens inverse. (D. P. 1897. 1. 263.)

La contradiction est d'ailleurs peut-être plus apparente que réelle; car les espèces « étaient fort complexes ».

Le système argentin ne paraît donc pas recommandable; il constitue un argument de plus contre la théorie de la faute, base de la responsabilité, car il souligne que cette théorie a comme corollaire nécessaire l'arbitraire des juges. Comme le disait la première section,

à La Haye, « il s'agit de questions de fait qui doivent être résolues par les tribunaux, selon les circonstances ». On est donc dans l'alternative suivante — le système intermédiaire argentin étant écarté — ou bien de « laisser faire les juges », ou bien d'établir une présomption *intégrale* de faute, ou mieux, de responsabilité sans idée de faute, soit à la charge du tireur, soit à la charge du tiré.

Par présomption *intégrale* de faute, nous entendons que le législateur ne doit pas entrer dans les détails, comme le fait le Code argentin, mais qu'il doit se borner à poser un principe, quitte à prévoir certaines exceptions. C'est ce que nous avons préconisé dans une proposition toute récente, mon collègue Guy de Montjou et moi : « Dans le cas de chèques perdus ou volés, faux ou altérés, les risques provenant du paiement sont à la charge du tiré, nonobstant toute clause contraire, à moins qu'il ne démontre le dol ou la faute inexcusable du tireur. » (N° 5786, session 1923. Annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 14 mars 1923.)

Nous reviendrons plus loin sur cette proposition; ce que nous voulons souligner ici, c'est le mode de légiférer qui est préconisé. Nous ne disons pas, comme le législateur argentin : *Le tiré sera responsable dans les cas suivants, mais : il sera toujours responsable, sauf les exceptions suivantes.* — Il y a une différence fondamentale dans le procédé : Les juges, dans notre système, seraient guidés, dirigés, ils n'auraient plus les

coudées franches comme aujourd'hui; sauf dans des cas expressément délimités, ils devraient faire peser la responsabilité sur le tiré.

Ce n'est pas une idée inédite que celle d'établir une présomption de responsabilité en matière de paiement de chèques perdus, volés ou altérés. Cette présomption pourrait, d'ailleurs, être créée soit à l'encontre du tireur, soit à l'encontre du tiré.

A La Haye, il n'y eut, semble-t-il, qu'un seul pays pour demander que la présomption de responsabilité fût mise à la charge du tireur : c'est le Japon. Voici, en effet, la réponse qu'il fit à la question 29 : « La loi doit décider que c'est le tireur qui, en principe, doit supporter les conséquences du paiement d'un chèque, prévu à ce numéro, à moins de faute grave du tiré, auquel cas ces conséquences retomberaient sur le tiré. »

En faveur de cette solution, l'on peut produire divers arguments : Les banques remettent des carnets de chèques à la demande de leurs clients; elles les avertissent des risques qu'ils peuvent courir; il leur appartient, en conséquence, de prendre toutes les précautions utiles. En définitive, les banques ne donnent des chèques à leurs clients que dans l'intérêt de ceux-ci, qui y trouvent un procédé commode de règlement. Supposons, ajoute-t-on, que quelqu'un perde un billet de banque ou que quelqu'un reçoive un billet de banque faux; pourra-t-il se retourner contre la Banque de France ? Non; dès lors, dans le paiement des chèques, le tiré

doit, en principe, être exonéré de toute responsabilité, sauf s'il a commis une faute grave. La perte doit être, en principe, pour le tireur ou pour le porteur.

Que valent ces arguments ? Sans doute le carnet de chèques est confié au client; mais il peut le perdre, sans qu'il y ait de sa faute, par exemple dans le cas où il lui serait volé par quelqu'un qui l'assassinerait. Ce cas s'est présenté dans la pratique.

Moins tragiquement, le carnet pourrait être soustrait, alors qu'il est dans un tiroir sous clef.

D'autre part, le chèque peut être altéré en cours de circulation, alors qu'il n'est plus en la possession ni sous la garde du tireur.

Par ailleurs, le chèque est certes avantageux pour le tireur, puisqu'il le dispense d'avoir de l'argent dans sa caisse ou dans sa poche. Si le tireur avait de l'argent et qu'il le perdît, la perte serait pour lui. Le chèque n'est qu'un substitut de cet argent; pourquoi dès lors, sa perte ne lui incomberait-elle pas ?

Cette raison n'est pas davantage décisive; il est bien exact que le tireur tire profit du système des chèques, mais le tiré y trouve aussi son compte. Et dès lors, la conclusion qui se dégagerait, c'est que la responsabilité devrait être partagée.

La solution proposée par le Japon ne fût point admise à La Haye, où l'on se borna à renvoyer aux dispositions relatives à la lettre de change : « Sont applicables au chèque les dispositions des articles 68 et 69 du Règle-

ment uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre, relatifs aux faux et aux altérations. » (Art. 28 du protocole de clôture.)

Voici ces articles : « La falsification d'une signature, même celle du tireur ou de l'accepteur, ne porte en rien atteinte à la validité des autres signatures » (art. 68). « En cas d'altération du texte d'une lettre de change, les signatures postérieures à cette altération sont tenues dans les termes du texte altéré; les signatures antérieures le sont dans les termes du texte original » (art. 69).

Si intéressants qu'ils soient, ces articles ne résolvent que très imparfaitement le problème de la responsabilité en cas de paiement de chèques perdus, volés ou altérés, de telle sorte que tout, à peu près, reste à faire.

Les solutions qui s'affrontent, rappelons-le, peuvent se classer ainsi : Laisser la question en dehors de la loi et s'en remettre aux tribunaux. Ils auront, dans chaque cas, à dire pour qui est la responsabilité : tireur, porteur, tiré. Ils pourront d'ailleurs partager les responsabilités; ainsi les responsabilités se modèleront sur les faits, sur les réalités. Et ce sera justice.

Malheureusement, les résultats n'ont pas répondu à ces espérances; les tribunaux ont rendu dans des espèces à peu près identiques des décisions contradictoires; de telle sorte que l'on est dans un imbroglio complet et qui permet toutes les surprises.

Mieux vaudrait donc, semble-t-il, aborder franche-

ment la question et la traiter dans la loi, si difficile que soit cette tâche.

Ce principe admis, diverses voies s'ouvrent devant le législateur; il peut essayer de dire les cas dans lesquels les diverses personnes qui figurent dans un chèque seront responsables.

Bref, il peut légiférer par voie d'énumération. Mais ce système est plein d'inconvénients : si nombreux et précis que soient les cas prévus, ils le seront infiniment moins que les cas qui se présenteront dans la réalité. Reproche plus fondamental encore : Les juges devront apprécier chaque cas et l'on aboutira de nouveau à l'incertitude et à l'arbitraire qu'on désirait éviter.

Si d'aventure les juges se contentent de regarder si *extérieurement* l'on se trouve dans un cas légal et appliquent automatiquement la loi, l'on arrivera à d'innombrables injustices.

Si le législateur abandonne cette procédure, il peut se borner à poser un principe du genre de celui qui a été admis pour les accidents du travail, c'est-à-dire créer une présomption générale de responsabilité à la charge de l'une ou de l'autre des personnes qui figurent au chèque. Sauf dans l'hypothèse de perte, où l'on concevrait très bien que la perte soit pour le porteur et où elle l'est en effet, en général, le porteur doit être mis hors de cause, du moins dans un système de présomptions légales, car dans le système actuel de la faute, il peut parfois être recherché à raison de l'article 1382, tout dépend des hypothèses.

Une option reste donc devant le législateur : Il peut soit mettre la responsabilité sur le tireur, soit la mettre sur le tiré, sauf dol ou faute inexcusable de l'autre partie.

Le Japon, on l'a vu, se prononce contre le tireur ; mais les arguments que l'on fait valoir dans ce sens ne paraissent pas décisifs. Il reste à dire si l'opinion inverse ne serait pas justifiée.

Guy de Montjou et moi nous nous en sommes faits les défenseurs à la Chambre des députés dans une proposition toute récente (N° 5786, 14 mars 1923).

Voici l'exposé des motifs : « Il est extrêmement fréquent que des chèques soient perdus, volés, falsifiés, et, en définitive, payés à des porteurs illégitimes. Les journaux sont remplis de cas de ce genre. Les juristes et les tribunaux ont essayé de déterminer la responsabilité qui pouvait alors incomber soit au tireur, soit au bénéficiaire, soit au tiré. Un ancien professeur à la Faculté de droit, M. Thaller, a élaboré tout un système sur la question, dont les lignes essentielles se ramènent à ceci :

1° Un chèque portant la vraie signature du tireur est valablement payé à un porteur qui l'a dérobé, si le tiré paie de bonne foi, sans opposition et en dehors de toute circonstance d'imprudence de sa part ;

2° Un chèque faux, payé par mégarde par le tiré, ne doit pas être porté au débit du client dont la signature a été contrefaite ; le contraire n'aurait lieu que si

ce client, par son désordre ou son défaut de soins, avait rendu possible la circulation et le paiement d'un effet émis dans de pareilles conditions.

Ces directives admises, en général, dans les Facultés de Droit, manquent à ce point de précision qu'elles ne peuvent être d'aucune utilité pratique. En fait, les Tribunaux n'obéissent à d'autres règles que celles de l'équité, de telle sorte que, dans des affaires à peu près identiques, interviennent des décisions de justice contradictoires. (Tribunal de commerce de la Seine du 29 mars 1884 et tribunal de commerce de la Seine du 4 septembre 1913; tribunal civil de Lyon du 13 avril 1889 et tribunal de commerce de Marseille du 26 juin 1906; arrêt de Bordeaux du 14 décembre 1887 et jugement du tribunal de commerce de la Seine du 8 avril 1909.) Ces contradictions de la jurisprudence n'ont rien d'étrange, étant donné qu'elles se fondent sur l'équité, c'est-à-dire sur un sentiment éminemment subjectif et variable.

Plusieurs banques se sont attachées à améliorer leur position en insérant dans les carnets de chèques qu'elles remettent une clause de non-responsabilité ainsi conçue : « La Banque n'est pas responsable du préjudice qui pourrait résulter de la perte ou de la soustraction des chèques, si elle n'a pas été prévenue à temps pour en refuser le paiement. »

Les Tribunaux ont admis la validité de cette clause,

qui est devenue de style, tout en se divisant quant à la portée qu'il convenait de lui attribuer.

Il en est résulté un état de fait très désavantageux pour les titulaires des carnets de chèques. Une intervention du Parlement s'impose, car les banques bénéficient d'un quasi-monopole qui met le public à leur merci. En conséquence nous proposons de décider que la clause ci-dessus rappelée soit tenue pour nulle et de nul effet. Nous croyons même qu'il faut aller plus loin et mettre les risques inhérents au paiement des chèques à la charge des tirés, sauf certaines réserves que nous allons indiquer plus loin.

Cette solution ne constituerait pas une anomalie dans notre droit. N'est-ce pas le principe même de nos lois sur les accidents du travail que les risques normaux d'un métier soient à la charge de celui qui l'exerce ? Sans doute cela suppose que le tirage sur n'importe qui sera supprimé; mais cette réforme sera, nous l'espérons, bientôt réalisée.

Les banques, soit directement, soit indirectement, font de larges bénéfices, grâce au système des règlements par chèques. Pour s'en rendre compte, il suffit de remarquer qu'on n'obtient ces carnets de chèques qu'à la suite d'un dépôt de fonds. Or c'est l'équité même que là où est le profit, là doit être la charge.

Non seulement la solution que nous préconisons serait juste, mais elle serait bienfaisante. Pour les banques, le paiement d'un chèque faux, altéré ou volé n'est

qu'un incident fâcheux qui ne peut guère avoir d'influence sur leurs bilans; pour un particulier cela peut être un désastre.

D'ailleurs les banques peuvent s'assurer contre ce risque, comme le fait l'industrie pour les accidents du travail. D'autre part, et ce ne sera pas le moindre avantage de la réforme, les banques, devant leur surcroît de responsabilité, inciteront leur clientèle à n'user que du chèque barré et s'efforceront de régler par compensation.

La position du banquier qui paie un chèque barré n'est pas la même que celle du banquier qui paie un chèque ordinaire.

Dans un article de la *Revue politique et parlementaire* du 10 juin 1916, le président de la Chambre de compensation des banquiers de Paris l'apprécie ainsi : Le chèque barré donne au tireur une sécurité complète. Alors qu'un chèque ordinaire volé peut être encaissé par le voleur sans que la responsabilité du banquier payeur soit engagée, le chèque barré doit être encaissé par un banquier, qui est supposé cautionner l'identité de son client et dont la responsabilité pourrait être engagée en cas de détournement. Un voleur aurait quelque peine à trouver un banquier qui encaissât son chèque.

Le banquier auquel il s'adresserait lui demanderait vraisemblablement des justifications qu'il ne pourrait fournir. Aussi a-t-on raison de dire qu'un chèque barré

peut être envoyé sans danger par la poste sous pli ordinaire.

Mais si la sécurité est complète pour le tireur, il n'en est pas de même pour le tiré, dans un pays où les paiements ont lieu *obligatoirement* en numéraire (ceci n'est plus vrai aujourd'hui depuis la loi du 26 janvier 1917, sur la domiciliation).

Du moment qu'un chèque est barré, le tiré n'a régulièrement payé que s'il a payé à un banquier. Mais comment savoir si on a affaire à un banquier ? Nombre de banquiers notoires ne payent même pas la patente de banquiers et sont imposés à la patente sous une autre rubrique. D'ailleurs, la liste des banquiers fût-elle établie, que le risque resterait très grand pour le banquier payant en numéraire un chèque barré. Quand un chèque est présenté à l'encaissement pour le compte d'un banquier, il l'est, en général, par un encaisseur en civil afin que rien ne le distingue d'un passant; seuls les garçons de recettes titulaires des grandes Sociétés sont en uniforme; mais les garçons auxiliaires de ces Sociétés et les garçons des banques privées sont, en général, en civil. Comment savoir, alors, si c'est bien à un banquier qu'on fait le paiement ?

L'examen du chèque lui-même ne saurait fournir une réponse satisfaisante. On voit bien que l'acquit porte la griffe d'un banquier; mais tous les guichets ne peuvent tenir à jour la liste des signatures de tous les fondés de pouvoirs de tous les banquiers de la place, et les

eussent-ils que la vérification des signatures pour chaque chèque entraînerait des retards prohibitifs. Si l'on paie à cet encaisseur qui, par sa sacoche, par les autres effets dont il est porteur, paraît bien être l'employé officiel de la banque qui a acquitté le chèque, que pourra-t-on répondre quand huit jours, quinze jours, un mois après, votre client, tireur du chèque, constatant que celui-ci a été volé, vous demandera des renseignements ?

Les souvenirs du payeur sur la figure du présentateur seront bien vagues; il en voit tant passer en huit jours ! Le paiement n'aura laissé de traces certaines que sur le chèque lui-même; on l'examinera; il porte le nom de la banque qui est supposée avoir donné l'acquit. On s'adressera à cette banque qui constatera qu'elle n'a aucune trace de ce chèque dans ses écritures. Le chèque barré aura été encaissé ou par une personne qui s'est fait passer pour garçon de banque, ou par un garçon de banque plus ou moins complice agissant pour un tiers. Mais, finalement, le banquier qui aura payé ne sera pas libéré, puisqu'il n'aura pas payé à un banquier. Il devra payer une seconde fois la même somme en la rétablissant au crédit de son client.

Voilà le danger du paiement des chèques barrés en numéraire. Si ces chèques sont réglés par compensation, au contraire, le banquier payeur ne peut être débité qu'autant que le banquier dont l'acquit figure au dos du chèque est crédité; personne ne peut venir s'in-

terposer pour détourner les fonds; toutes les écritures sont conformes aux endos successifs qui se trouvent sur le chèque.

La sécurité du chèque barré pour le banquier tiré est donc inséparable de la compensation.

Qu'on veuille bien excuser cette citation un peu longue, à raison de l'intérêt qu'elle présente, émanant d'une part d'un spécialiste et laissant apercevoir, de l'autre, que tout pas en avant dans l'aggravation de la responsabilité des banquiers payeurs est aussi un pas en avant dans la voie de la compensation.

Voici les instructions de la Bankers Trust Company, en ce qui concerne les chèques barrés. Le tiré qui paie un chèque barré à une personne autre qu'à un banquier ou à un agent de change n'est pas valablement libéré, c'est-à-dire qu'il peut être contraint de payer deux fois; le paiement ne doit même pas être fait à un huissier ou à un notaire.

Aux officiers ministériels on ne doit remettre qu'un virement ou un chèque barré au nom de la personne pour laquelle ils agissent, et s'ils refusent, le banquier ne pourra que leur déclarer en requérant que sa réponse soit mentionnée à l'acte de protêt, qu'il tient les fonds à la disposition du bénéficiaire.

Toutefois le banquier qui paierait directement un chèque barré au bénéficiaire, c'est-à-dire au véritable propriétaire connu de lui, n'encourrait aucune responsabilité ni civile, ni pénale, en application du principe : « Pas d'intérêt, pas d'action. »

Ainsi, dit encore l'exposé des motifs de notre proposition, les faussaires et les voleurs verront leurs pratiques gênées. Ainsi la compensation prendra un essor qu'elle n'a point eu jusqu'ici en France.

Il convient, d'ailleurs, de réserver le recours des tirés contre les tireurs en cas de dol ou de faute inexcusable de ceux-ci. La loi ne saurait, en effet, servir à faciliter la fraude, ni même à permettre la négligence. Par exemple, le tireur qui se serait aperçu du vol de son carnet de chèques devrait être tenu pour responsable, s'il ne prévenait pas le tiré dans un délai raisonnable.

Il va naturellement de soi que la banque gardera une action soit pénale, soit civile, contre l'auteur du délit.

Nous devons avouer que l'accueil fait à cette proposition a été très frais. Voici des extraits de journaux démonstratifs à cet égard.

On a peine à comprendre, lit-on dans le *Temps*, comment une responsabilité pourrait équitablement être mise par la loi à la charge d'un tiré pour des faits auxquels il aura été étranger. Et la loi lui refuserait même le droit d'écarter cette responsabilité, fût-ce d'accord avec le tireur. Il ne la ferait cesser que s'il démontrait le « dol ou la faute inexcusable du tireur ». De pareilles dispositions nous paraissent insoutenables.

L'argument donné pour les appuyer serait plutôt de nature à les faire rejeter plus sûrement; qu'on en juge : les banques, soit directement, soit indirectement, lit-on dans l'exposé des motifs, font de larges bénéfices, grâce au système de règlements par chèques.

Pour s'en rendre compte, il suffit de remarquer qu'on n'obtient un carnet de chèques qu'à la suite d'un dépôt de fonds. Or c'est l'équité même que là où est le profit, là doit être la charge.

Toute délivrance d'un carnet de chèques suppose effectivement un dépôt de fonds; mais précisément la nature du chèque le veut ainsi; l'importance des bénéfices que les banques peuvent obtenir, en utilisant les fonds ainsi recueillis, ne saurait en rien justifier les prélèvements qu'on voudrait leur faire subir; avec une telle conception des pouvoirs de l'Etat, on irait loin (Pour le chèque, le *Temps*, 21 avril 1923).

Il serait difficile de donner un compte rendu moins exact et plus tendancieux de la proposition. Il suffit de s'y reporter pour s'en convaincre.

Le *Messenger de Sao-Paulo* (18 juin 1923) n'est pas favorable non plus : « Les risques, décide la proposition de loi Guy de Montjou-Fould, seront à la charge du tiré, sauf dol ou faute inexcusable du tireur. Cette responsabilité des banquiers se justifierait par le bénéfice qu'ils trouvent dans le règlement. « C'est l'équité même » que là où est le profit là doit être la charge », mais on n'a pas assez remarqué que cette charge *ce n'est pas la charge normale d'une opération, c'est un risque exceptionnel* dû à un fait accidentel dont le tiré n'est nullement responsable.

» ...Au surplus, cette proposition ne remédierait qu'à un risque assez exceptionnel et elle ne vise pas

pourtant la fraude la plus facile : l'émission de chèques sans provision. » Ici, du moins, l'esprit de notre proposition n'est pas travesti; il y est fait deux objections : Les risques que nous désirons mettre à la charge du tiré ne seraient pas des risques normaux, mais exceptionnels (1). La fraude la plus facile, l'émission sans provision, ne serait pas empêchée; nous pouvons négliger cette dernière critique.

La proposition a un but précis : perte, vol, falsification du chèque; elle ne s'étend pas au problème de la provision qui, d'ailleurs, a attiré aussi notre attention (Proposition n° 5200, 5 décembre 1922). Quant à dire que les risques de perte, de vol, de falsification des chèques sont normaux, c'est une opinion assez difficile à admettre, étant donnée leur fréquence. Césaire Vivante, spécialiste réputé de droit commercial, a, au contraire soutenu, comme nous le verrons plus loin, que ce sont des risques inhérents au service... Il y a là une question d'appréciation d'un caractère subjectif.

L'Eclair de Montpellier (17 mai 1923) se prononce également contre la proposition. « Nous n'avons pas pu arriver à comprendre comment on légitimerait pareille disposition. Et aucune des raisons insérées dans l'exposé des motifs de ce projet ne supporte l'examen.

(1) Cette objection a été reprise par notre collègue E. Payen qui, au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, vient de conclure au rejet de notre proposition. (N° 6720, 6 décembre 1923.)

Présentement, le tiré paie valablement tout chèque qui lui est présenté régulièrement acquitté, s'il ne commet pas de faute lourde. Il connaît et peut vérifier la signature du tireur. Il ne connaît pas la signature du porteur et ne peut la vérifier sans imposer à ce porteur des formalités qui arrêteraient immédiatement la circulation des chèques. Il doit seulement s'entourer des précautions d'usage et ne payer que si rien d'anormal ne s'est produit. Payer à un homme un chèque au nom d'une femme ou à un mineur, serait commettre une faute lourde, entraînant une responsabilité. Mais comment savoir si le chèque a été volé, alors qu'il était déjà garni par le tireur ? Comment savoir si la signature du tireur a été imitée par un habile faussaire, alors que la vignette appartient bien au carnet de chèques du tireur, et que nulle opposition par huissier, ou par lettre, ou même verbale, n'a été formulée ?

» Dans le système nouveau, le banquier prendrait à sa charge, sans recours, toutes les sottises ou toutes les imprudences du tireur. Ceci est inadmissible en fait et en droit. Et si pareille disposition était introduite dans nos Codes, le banquier payeur serait contraint d'entourer chaque paiement de telles enquêtes, que, pratiquement, le chèque ne pourrait plus circuler. »

Il n'est naturellement pas exact que nous mettions à la charge du tiré « toutes les sottises et les imprudences du tireur » ; il n'y a qu'à se reporter à la proposition pour s'en convaincre.

D'autre part, il n'est pas souhaitable que le chèque soit « payé »; ce qu'il faut, c'est qu'il soit « porté en compte ».

Plus « le paiement des chèques sera rendu difficile et mieux cela vaudra dans l'intérêt général ». L'objection de l'*Eclair de Montpellier* à cet égard n'est donc pas décisive. Mais il en est une autre qui nous frappe et qui est ainsi formulée : Comment savoir si le chèque a été volé, alors qu'il était déjà garni par le tireur ? On se rappelle que la Hongrie distingue les cas de perte et de vol des cas de falsification et d'altération. Il y a là un point de vue qui mérite d'être examiné de très près; peut-être conviendrait-il de ne mettre en principe, à la charge du tiré, que les risques de falsification et d'altération et non pas les risques de perte et de vol, lesquels, sauf exceptions, resteraient pour compte à la victime.

Le *Journal de la Bourse et de la Banque* du 2 juin 1923 qualifie notre proposition « de manifestation d'esprit démagogique ».

D'après lui, il n'appartient pas au législateur de rendre une banque responsable de faits auxquels elle est étrangère. Le dépôt de fonds préalable à la délivrance des carnets de chèques est sans doute profitable aux banques; mais il faut croire que le public y trouve aussi certaines commodités, puisqu'il consent à le faire.

Et ce serait exactement le contraire de l'équité que

de faire peser sur une seule des deux parties des aléas contre lesquels le public doit savoir prendre les précautions, notamment en employant le chèque barré.

Observons simplement que l'ouvrier recueille aussi des avantages dans le travail de l'usine, et que cependant les risques des accidents qui peuvent survenir sont à la charge du patron. Sans doute, dans la loi du 9 avril 1898, l'indemnité n'est pas intégrale; mais rien n'empêchera le banquier de se couvrir en partie en prélevant une sorte de prime d'assurance, lors de la remise d'un carnet de chèques. Les banques, moyennant un tarif supplémentaire extrêmement réduit, ne prennent-elles pas déjà à leur charge les risques de non-vérification des titres sortis au tirage ? (amortissement, primes, lots).

Dans *Chimie et Industrie* (mai 1923), M. Max Lambert a dit de notre proposition qu'elle était « insoutenable » et qu'elle était défendue par des arguments « au moins inattendus », mais il n'a pas produit de raisons à l'appui de son opinion.

Certains groupements industriels et commerciaux ont aussi étudié notre proposition; il en a été ainsi, par exemple, du Comité central des Chambres syndicales (Union des Syndicats professionnels patronaux, siège social, 44, rue de Rome) à la séance du 28 juin 1923. Le rapport nous a été communiqué par le Président, le 10 juillet 1923. Il s'exprime ainsi : « Le projet n° 5786 comporte cet unique article : Dans le cas de chèques

perdus ou volés, faux ou altérés, les risques provenant du paiement sont à la charge du tiré, nonobstant toute clause contraire, à moins qu'il ne démontre le dol ou la faute inexcusable du tireur. » Parfait pour la sécurité du tireur et même celle du bénéficiaire. Reste à savoir si les banques, dans ces conditions, qui rendent leur responsabilité plus sévère, ont intérêt à favoriser le développement du chèque même barré. C'est douteux. En somme, le tireur doit être vigilant pour ses chèques comme pour ses billets de banque, et dans le cas où il a été vraiment négligent, s'il n'a pas, par exemple, dès que possible, avisé le tiré d'un vol ou d'une perte de chèques, il semble que le tiré, à moins d'une falsification reconnaissable, ne puisse seul être responsable du paiement à un tiers porteur indésirable.

Mais comment prouver que le tireur ayant perdu d'une façon quelconque un chèque de son carnet de chèques a négligé d'avertir verbalement le tiré ? Il pourra toujours arguer qu'il ne s'en est pas aperçu à temps.

Ajoutons encore une fois, que le danger serait très atténué si tout se réglait par compensation et que c'est à cela qu'il faut tendre en en démontrant au public l'intérêt indiscutable à tous les points de vue.

Le Comité central des Chambres syndicales estime « qu'en ce qui concerne la responsabilité du tiré en cas de chèques perdus, volés, faux ou altérés, il est nécessaire d'agir avec beaucoup de prudence et de chercher

la formule équitable, sans laquelle on mettra une entrave à la généralisation de l'emploi du chèque ».

Cet important groupement n'est donc pas, en principe, défavorable à l'idée qui fait le fond de notre proposition; il redoute seulement l'hostilité des banques.

Il faut, en effet, s'attendre, au début, à une certaine résistance; mais il n'est pas impossible qu'assez vite les banques ne préfèrent le nouveau système à l'ancien, car la compensation prendra un grand essor.

Voici maintenant l'opinion de la Chambre de commerce de Tours (séance du 10 juin 1923) : « En cas de perte d'un carnet de chèques, le tireur n'a qu'à faire diligence, aviser la banque où la provision est constituée et ses droits sont ainsi parfaitement sauvegardés. »

C'est moins simple que cela; lorsque le propriétaire du chèque s'aperçoit du vol, le chèque a déjà presque toujours été touché.

« La banque, continue la Chambre de commerce, n'a pas la prétention de se soustraire aux conséquences de ses fautes lourdes; mais les risques qu'on veut obligatoirement lui imposer se retourneraient contre l'usage du chèque lui-même. Banques et Etablissements chercheront à en restreindre l'emploi. Ne vaut-il pas mieux, comme sous le régime actuel, laisser la liberté aux parties de conclure les arrangements qui leur conviennent? » Comme nous l'avons déjà observé, les parties ne sont point ici sur un pied d'égalité : les banques ont un monopole de fait et le public est à leur

merci, si le législateur n'intervient pas. Est-ce que les Sociétés de transports en commun passent avec les usagers les conventions qu'elles veulent ?

La Chambre de commerce reconnaît que la jurisprudence, en la matière, comme toute jurisprudence, a ses contradictions; mais c'est inévitable étant donné qu'elle est fondée sur l'équité, c'est-à-dire sur un élément essentiellement variable. Elle termine en rejetant la proposition, considérant qu'il n'est pas équitable de vouloir imposer à l'industrie bancaire tous les risques pouvant résulter de la perte, du vol ou de la falsification des chèques, considérant que la proposition en question risquerait de ralentir le développement du chèque, considérant que pour diminuer la fraude, les tribunaux n'ont qu'à se montrer à l'égard des fraudeurs d'une sévérité extrême.

Nous ne croyons pas devoir insister davantage sur les objections qui ont été faites à notre proposition; elles tournent toutes autour de deux idées :

1° Elle ne serait pas équitable;

2° Elle risquerait d'entraver le développement du chèque.

Reportons-nous donc à cette proposition.

Elle est à double effet, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Tout d'abord elle vise à rendre inefficaces les stipulations de non-responsabilité que les banques insèrent dans les carnets de chèques. Que de telles stipulations soient abusives, c'est ce qui ressort des faits; à

savoir que toutes les banques le faisant, le public est à leur merci. Elles ont, à cet égard, une situation de monopole et en abusent. Laisse-t-on les Compagnies de chemins de fer libres de mettre les clauses qu'elles veulent dans leurs règlements de transports ? De très nombreux juristes ont fait des réserves sur ces clauses. Voici notamment ce qu'écrivent à ce sujet MM. Thaller et Percerou : « Le banquier s'est rendu coupable d'une faute lourde. Il en répond nonobstant toute clause contraire. Cette convention contraire est usuelle : en délivrant le carnet de chèques, le banquier, dans le reçu qu'il fait signer au déposant, s'exonère expressément d'avance des paiements de chèques faux. Mais une semblable exonération n'a pas d'effet; elle vaudra simplement lorsque la conduite du banquier est excusable et que sa signature a été habilement contrefaite. (Req. 26 octobre 1898, S. 99. 1. 274.) (Traité élémentaire de Droit commercial, édit. 1922, p. 944, n° 1634.) Qui mieux est, certaines législations ont déjà prohibé ces clauses de non-responsabilité. Il en est ainsi de la loi autrichienne, article 20, alinéa 4. « Le préjudice résultant du paiement d'un chèque faux ou falsifié retombe sur le soi-disant tireur d'un chèque falsifié ou du chèque faux pour autant que ces personnes aient commis une faute ou pour autant que le faux ou la falsification aient été l'œuvre de ceux de leurs employés par les mains de qui le chèque a passé; dans les autres cas, c'est le tiré qui supporte le préjudice. Des conven-

tions particulières dérogeant à cette disposition n'ont aucune valeur juridique. » Il en est encore de même en Hongrie, article 23 : « *Toute convention différente qui serait plus favorable au tiré demeurerait dépourvue d'effet.* »

Là n'est pas d'ailleurs l'essentiel de la proposition ; il réside en ceci que nous voulons, mon collègue et moi, étendre la notion de risque professionnel, et les conséquences qui en dérivent, au paiement des chèques.

Les idées que la proposition voudrait introduire dans le droit français sont déjà admises par d'illustres jurisconsultes et ont même passé dans plusieurs législations, sans compter que, en fait, elles règnent en souveraines en Angleterre et aux Etats-Unis, pays d'élection du chèque.

Voici d'abord quelques citations empruntées à d'éminents jurisconsultes et qui démontrent que le risque du paiement des chèques perdus, faux ou altérés, doit être, en principe, pour le tiré.

Dans son *Traité de Droit commercial*, traduit par Léon Nis (Giard et Brière, 1905), C. Cosack, professeur à l'Université et juge au tribunal de Bonn, s'exprime ainsi (T. II, p. 122) :

« Si par suite de la négligence de son propriétaire, des formules du carnet de chèques tombent en la possession de personnes non qualifiées pour s'en servir, et si, en conséquence, l'assigné est amené à payer un chèque faux, le propriétaire du carnet de chèques

doit considérer ce paiement comme régulièrement effectué. Il n'en est point de même, naturellement, si l'assigné a fait preuve de négligence. *Il en est encore autrement aussi, lorsque aucune faute n'a été commise ni par le propriétaire du carnet, ni par l'assigné; les risques de la falsification d'un chèque sont donc supportés par l'assigné.* Cela résulte de l'usage commercial et cet usage est légitime en fait » (malgré la solution du Code civil; art. 670, 675).

Car c'est l'assigné, et non le possesseur du carnet, qui a institué le système du carnet de chèques; c'est l'assigné seulement qui peut juger quels contrôles sont nécessaires; seul, il sait combien grands sont, en fait, les dangers de la falsification des chèques; par suite, il ne peut pas rejeter sur le propriétaire du carnet de chèques non fautif les suites fâcheuses de cette organisation qui est son œuvre. Les chèques altérés doivent être traités comme les chèques faux. » Il paraît difficile de méconnaître la valeur de cette argumentation; l'on est même tenté de la trouver péremptoire.

Le même point de vue est admis par Césaire Vivante dans son *Traité de droit commercial*, T. III, p. 670, nos 1443 et s., édit. de 1911 (Giard et Brière). Voici ce qu'écrit le savant professeur à l'Université de Rome : « La facilité avec laquelle on a abusé de chèques à vue faux ou altérés a donné lieu à de subtiles recherches pour déterminer la responsabilité du banquier et celle de son client.

» Si l'emploi des carnets exclut le danger que l'on se serve d'un papier quelconque pour commettre le faux, d'un autre côté il multiplie le danger que l'on abuse des chèques imprimés ou lithographiés, parce que leur présentation rend le banquier moins circonspect dans leur paiement.

» En principe, la position du client est celle-ci : Il doit garder avec soin le chéquier et communiquer sans retard le vol ou la perte au banquier. Ceci est le plus souvent expressément convenu entre les deux contractants et se lit sur le carnet de chèques.

» Mais la même règle s'appliquerait aussi dans le silence du contrat, parce que tout contractant doit avoir à cœur également l'intérêt de l'autre partie, quand il peut le faire sans compromettre le sien. A ces clauses, d'autres s'ajoutent, de diverses teneurs, sur les carnets, sans qu'il se soit formé sur ce point un usage véritable. On a coutume d'y déclarer l'obligation du client d'écrire en lettres la somme à payer, de percer dans la liste des numéros imprimés sur un côté du chèque le numéro immédiatement supérieur à la somme à payer, afin d'empêcher son altération; de donner immédiatement avis de l'émission; de remplir les espaces en blanc.

» Naturellement, la violation de ces obligations engage la responsabilité du client.

» La position du banquier est la suivante : il doit vérifier l'authenticité de la signature de son client, en la confrontant avec celle qu'il garde habituellement

comme modèle dans ses livres et refuser les chèques qui n'ont pas été émis conformément aux clauses contractuelles, parce que cette inobservation rend l'émission suspecte.

» *S'il n'y a pas de faute imputable à l'un ou à l'autre, le dommage retombe sur le banquier qui a payé.* Et en vérité, la fraude était dirigée contre lui, et il ne peut se décharger sur son client du préjudice subi. Il ne peut se créditer de la somme payée parce que le paiement n'est valable que quand il est fait à la personne autorisée à le recevoir. (Art. 1961 Code civil.) *S'il a accepté le service de caisse de son client, il y gagne une commission; il est juste qu'il supporte les risques inhérents à ce service.* Enfin, on ne doit pas oublier qu'il est facile au banquier de se couvrir contre ce risque professionnel par une augmentation de sa commission, que le très grand nombre de ces opérations et le profit qu'il en retire peuvent le compenser d'une perte qui serait irréparable pour le client. D'autre part, en autorisant le banquier à prélever sur la créance du tireur ce qu'il a payé pour le chèque falsifié, on donnerait force obligatoire à la signature fausse du tireur, tandis qu'en matière de change, la signature fausse ne produit aucune obligation et cette règle s'applique également aux chèques.

» *Il ne manque pourtant pas de banquiers qui font retomber sur le dos des clients les risques de chèques faux.* Bien qu'il soit désirable que ceux-ci repoussent une clause qui enlève une grande partie de ses avanta-

ges au service de caisse accepté par le banquier, nous devons cependant en reconnaître la validité aux termes du droit en vigueur. Toutefois cette clause n'absout pas le banquier de l'obligation d'être diligent; il ne peut attribuer le dommage subi à la fausseté du chèque, alors que le paiement eût pu être évité par les soins d'une diligence ordinaire; en pareil cas, c'est sa faute qui a déterminé la perte et il doit en supporter les conséquences. »

Ici, Vivante rappelle en note que la portée de la clause de non-responsabilité a été restreinte ou même anéantie par beaucoup de juristes et certaines législations (Franchi, Cohn, Lyon-Caen et Renault), la législation autrichienne (20 juillet 1906), commentée par Meili et Canstein).

Puis le savant professeur poursuit :

« Ces règles s'appliquent aussi bien dans le cas d'un chèque portant la signature fausse du tireur que dans celui où le contenu, spécialement la somme cambiaire, est altéré. Cette application des mêmes règles au cas où la falsification porte sur le contenu pourrait être combattue par le principe de droit commun qui oblige le mandant à tenir le mandataire indemne des pertes qu'il subit à l'occasion des charges assumées, quand on ne peut lui attribuer aucune faute (Art. 175 du Code civil). En l'appliquant à notre cas, on pourrait dire que le banquier, qui subit un préjudice dans l'exécution du mandat qui a été conféré par le chèque signé de son client, doit être indemnisé. *Mais le banquier qui s'en-*

gage à payer les chèques tirés par son client en vertu d'un contrat de dépôt, d'ouverture de crédit, de compte courant, n'agit pas comme mandataire; il agit en son nom, en vertu d'un rapport juridique qui le met en opposition d'intérêts avec le tireur, et non en vertu de ce rapport de sujétion, de subordination, qui justifie la responsabilité du mandant pour les préjudices subis par le mandataire; le tiré, en assumant le service de caisse pour le tireur accomplit une spéculation propre et, par suite, ne se trouve pas dans la situation du mandataire qui rend un service au patron qui, par ce fait, doit l'indemniser des dommages inhérents à l'opération dont il recueille les avantages. »

Vivante ajoute que « quand le tireur refuse de se débiter de la somme portée par le chèque, en alléguant la fausseté de sa signature, il appartient au banquier, demandeur ou défendeur, de prouver l'authenticité du chèque par lui retiré et payé, parce qu'un acte privé comme le chèque ne fait foi, en justice, que s'il est reconnu ou vérifié.

» Quand la fausseté est certaine, il appartiendra au banquier de prouver la faute de son client et spécialement la violation des obligations qu'il aurait assumées conventionnellement, par exemple, la négligence dans la garde du carnet, le retard dans l'avis du vol ou de la perte. »

Vivante prévoit, enfin, une dernière hypothèse qui peut, en effet, se présenter dans la pratique. « L'usage

des établissements de crédit est de faire présenter le chèque comme tout autre titre de créance à un guichet d'où le caissier le retire; l'exigibilité en étant vérifiée, celui-ci remet au porteur une marque avec un numéro d'ordre pour qu'il se présente au caissier. Dans la rapidité de ces opérations, il peut arriver que l'on change les titres correspondants à la marque et que le deuxième arrivé trouve sa créance déjà payée à un porteur qui s'est esquivé promptement, bien content d'avoir touché une somme supérieure à celle qui lui revenait. L'établissement devra-t-il payer de nouveau cette somme au deuxième arrivé, ou celui-ci devrait-il se contenter de ce qui était dû à celui qui a pris sa place ? L'établissement essaiera de s'exonérer de la prétention du porteur déçu dans son attente, en disant qu'il ne lui doit rien en vertu du chèque présenté par lui parce qu'il l'a déjà retiré. Mais le débiteur ne se libère que s'il paie au créancier légitime. L'établissement devait payer au porteur ou au dernier endossataire du titre et, au contraire, il a payé au porteur d'une marque, qui n'était pas l'équivalent du titre; il n'a pas payé au créancier légitime et, par suite, doit payer une seconde fois. Si pour faciliter ses services de comptabilité et de caisse, l'établissement a créé, même pendant peu d'instants, une situation de nature à engendrer de dangereuses équivoques, *il doit subir les risques qui y sont inhérents*. Ainsi le porteur qui fait la preuve de l'équivoque survenue dans les opérations qu:

s'exécutent sans aucune ingérence de sa part aura droit au paiement qui ne lui a pas encore été fait. »

Et Vivante ajoute en note : « Ainsi a jugé la Cour hanséatique de Hambourg (31 mars 1894), avec un arrêt confirmé par le tribunal suprême de l'Empire (3 novembre 1894). »

Il existe donc, et depuis longtemps, un courant considérable dans la doctrine tendant à mettre les risques de paiement des chèques perdus, volés ou altérés, à la charge du tiré.

Des législations se sont expressément prononcées dans ce sens :

Législation autrichienne, article 20, paragr. 4.

Législation hongroise, article 23.

Costa-Rica, article 166.

Dans le rapport présenté au Comité central au nom de la troisième section, à La Haye, en 1912, l'on peut lire que « la grande majorité de la section est d'avis que la matière doit être réglée dans la loi uniforme et *que cette loi doit le faire de telle sorte que le dommage soit mis à la charge du tiré*, à moins que ce dernier ne prouve qu'il y a eu une faute de la part du tireur ou des employés auxquels le tireur a confié la manipulation du chèque. La délégation danoise est d'un autre avis. La délégation anglaise s'est abstenue. » La section 3 était composée des représentants des Etats suivants : Costa Rica, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Japon et Pays-Bas.

Ce n'est pas tout; même dans les pays où la loi ne prend pas parti en fait, les risques de paiement des chèques perdus, volés ou falsifiés sont souvent, en principe, à la charge du tiré.

Il en est ainsi en Angleterre. Commentant la loi allemande du 11 mars 1908 sur le chèque, Fritz Norden écrit : La loi n'édicte pas de présomptions spéciales concernant les chèques falsifiés.

Les questions qui surgissent à ce sujet, relèvent donc dans chaque cas particulier, de l'appréciation du tribunal.

La loi est muette sur le point de savoir sur qui retombe la responsabilité du paiement d'un chèque faux. Qui devra supporter le préjudice résultant du paiement d'un chèque faux ou falsifié ?

Le préjudice retombera-t-il sur le tiré ou sur le tireur, s'il y a absence de faute en leur chef ?

En Angleterre la loi (il eût été plus exact de dire la pratique) tranche cette question avec une rigueur extrême; les banquiers sont sensés connaître les signatures de leurs clients; s'ils se trompent, tant pis pour eux; le client ne doit point pâtir de leur erreur. (Cf. Le-vel, *Le Chèque*, 1897, p. 28.)

Voici qui est plus décisif, car il s'agit de citations d'auteurs anglais : Thomas Barclay écrit ce qui suit : « Protection du banquier payeur. *Les banquiers, dans le cours ordinaire des affaires, sont tenus d'agir avec toute la prudence qu'on est en droit d'exiger de celui qui s'adonne à une profession toute spéciale.*

» Donc le banquier qui paie par négligence un chèque faussé engage sa responsabilité. Le banquier à qui on présente un chèque à payer doit, avant tout, s'assurer qu'il est régulier et que la signature de son client n'est pas contrefaite. Car le paiement qu'il ferait sur un chèque portant une fausse signature de son client ne le libérerait pas vis-à-vis de celui-ci; la loi suppose qu'il connaît cette signature et toute erreur sur ce point lui est imputable. » (Les Effets de commerce dans le droit anglais, 1884, p. 204.)

Dans ses Eléments du Droit commercial anglais, Stevens donne les renseignements suivants : « Faux (Forgeries). Une signature contrefaite ou non autorisée est totalement inopérante et l'on ne peut, de par cette signature, acquérir aucun droit à conserver l'effet, à en donner décharge ou bien à en poursuivre le paiement.

» Mais il y a des exceptions, car l'accepteur et l'endosseur ne sont pas admis à contester à un porteur légitime l'authenticité de la signature du tireur. *Un banquier qui paie une lettre de change ou un chèque faux ne peut débiter son client du montant.*

» Ainsi, lorsque le montant d'un effet a été frauduleusement augmenté, le banquier qui le paie ne peut recouvrer du client que le montant de la somme qui y était indiqué d'abord. La négligence du client amenant la fraude ou donnant des facilités de fraude *peut excuser le banquier, si la négligence est grossière; mais le seul*

fait de laisser le carnet de chèques dans un tiroir non fermé à clef n'y suffira pas. » (Stevens, p. 304, 1909.)

Même solution en Amérique : La réponse du gouvernement de ce pays au questionnaire de la Hollande relatif à l'unification du droit en matière de chèque est décisive à cet égard (Département of State Washington, June 4, 1912). La voici en substance : elle s'appuie sur Bigelow (*The Law of Bills, notes and Chèques*, Boston, 1900, p. 223-225.) « Le tiré est responsable du paiement quand la signature du tireur est fausse ou quand la somme a été augmentée. »

Le gouvernement hongrois pouvait donc répondre, sans grande exagération, au questionnaire du gouvernement hollandais : « Quant à la partie de la question relative au chèque faux et falsifié, il *devra être établi* (conformément aux lois hongroise, art. 23, autrichienne, 4^e alinéa de l'article 20 et au droit et à la pratique judiciaire de la plupart des Etats) dans la loi uniforme que le tiré devra supporter le dommage résultant du paiement d'un tel chèque, et il n'en pourra exiger le remboursement ou la déduction de la provision du tireur que dans le cas où celui-ci ou son employé chargé de la manipulation des formulaires de chèques avaient omis d'employer les soins nécessaires lors de l'émission ou concernant les dispositions habituelles pour empêcher la falsification et le paiement du chèque. »

Quelle est l'opinion des milieux bancaires ? Nous

nous sommes efforcés de l'apprendre et, à cet effet, nous avons adressé le questionnaire suivant à une vingtaine des principaux établissements de crédit de divers pays :

1° Quelle est la situation d'un banquier qui paie un chèque ordinaire à une personne autre que le véritable bénéficiaire, ledit chèque ayant été soit perdu, soit volé ?

Ce banquier peut-il débiter du montant le compte de son client ou supporte-t-il personnellement le risque ?

Y a-t-il, sur ce point, une pratique bien établie ou est-ce une question de circonstances ? Il ne s'agit que du chèque ordinaire et non pas du chèque barré ou du chèque de compensation.

Prière de faire une réponse écrite et, si possible, appuyée par des exemples et des décisions de justice.

2° Quelle est la situation du banquier qui paie un chèque dont un faussaire a imité la signature du tireur : bref, un chèque dans lequel le titulaire du carnet n'est pour rien ?

Tient-on compte du degré de perfection dans l'imitation de la signature ?

Tient-on compte de la négligence qu'aurait pu commettre le titulaire du carnet qui, par exemple, ne l'aurait pas mis sous clefs ?

Réponse écrite avec exemples à l'appui, si possible, et décisions de justice.

3° Quelle est la situation du banquier qui paie un

chèque, signé du client, mais altéré en cours de circulation ? Exemple : un chèque dans lequel on a modifié la somme, le nom du bénéficiaire, etc.

Tient-on compte du degré de perfection de l'altération ?

Qui est débité de la majoration ?

Réponse écrite, exemples et décisions de justice, si possible.

4° Pour toutes ces questions, quel est l'ouvrage qui chez vous fait autorité ?

Titre et maison d'édition, s. v. p.

5° Quelles sont les solutions qui seraient désirées par les banques ?

Ne préféreraient-elles pas un système rigide, comme celui du risque professionnel, aux incertitudes et contradictions actuelles ?

Voici les résultats de notre enquête :

ANGLETERRE

Question n° 1. — Nous pensons que cette question se réfère à la situation d'un banquier payeur, c'est-à-dire d'un banquier sur lequel le chèque est tiré.

Dans un cas semblable et lorsque le chèque est payable à ordre et à vue, le banquier payeur est protégé par la loi s'il paie de bonne foi et suivant les règles habituelles des affaires.

La protection dont bénéficie ainsi le banquier payeur

résulte de l'article 60 du « Bills of Exchange, act. 1882 » qui prévoit que :

« Quand un effet payable à ordre et à vue est tiré sur un banquier, et que le banquier sur lequel il est tiré acquitte cet effet de bonne foi et suivant les règles habituelles des affaires, il ne lui incombe pas de s'assurer que l'endos du bénéficiaire, ou que tout autre endos a été fait par les soins d'une personne ayant qualité pour y procéder; de même, le banquier est réputé avoir acquitté cet effet à juste titre, malgré qu'un endos ait pu être falsifié ou qu'il ait été apposé par une personne n'ayant pas qualité pour le faire. »

Les banquiers, seuls, peuvent naturellement bénéficier de cette protection.

Exemples : Un chèque tiré par A, client de B, est payable à C ou à son ordre. Il est volé et l'endos de C est falsifié par le voleur. La banque sur laquelle il est tiré le paie à présentation. Cette banque peut débiter le compte de son client A du montant du chèque.

Un chèque est tiré par A, client d'une banque, payable à C ou à son ordre et est remis à D, agent de C, en paiement d'une dette dont C est le bénéficiaire. D, agent, l'endosse par procuration de C; il en obtient le paiement et garde l'argent. C doit supporter la perte et n'a pas de recours contre le banquier ou le tireur.

Un chèque *barré* tiré sur une banque est perdu par le bénéficiaire. Le voleur falsifie son endos et la banque sur laquelle il est tiré acquitte, malgré le fait qui s'y

oppose, à savoir qu'il est barré. La banque ne peut pas débiter son client, car elle a contrevenu à la stipulation en vertu de laquelle ce chèque ne pouvait être payé qu'à un banquier.

Question n° 2. — Les banquiers doivent subir tout le risque résultant de la falsification.

La Section 24 prévoit que :

« En conformité des stipulations de cette loi, quand une signature de chèque est falsifiée ou est donnée par une personne non qualifiée, le fait que cette signature est falsifiée ou n'est pas une signature autorisée est entièrement inopérant. »

On ne tient aucun compte du degré de perfection dans l'imitation de la signature. Ceci résulte de ce fait que la perfection de la falsification n'est pas due à une négligence du client, mais seulement à l'habileté du falsificateur et que le pouvoir de la banque étant limité à agir en vertu de la signature de son client ou de ses agents autorisés, elle doit subir entièrement le risque de la falsification.

Nous ne considérons pas que la négligence d'un client dans la garde de son carnet de chèques peut avoir pour effet d'autoriser un recours au profit de la banque, mais, comme nous le verrons plus loin, la négligence dont aura fait preuve ce client en signant et en établissant son chèque peut permettre à la banque d'obtenir un recours contre lui.

Question n° 3. — Tout client qui tire un chèque a le

devoir, vis-à-vis de sa banque, de prendre toutes précautions raisonnables contre les falsifications et s'il arrive qu'elles soient le résultat naturel et direct de sa négligence, le client doit partager avec la banque la perte constituée par l'augmentation du montant résultant de la falsification.

Ceci résulte d'une décision récente des tribunaux de notre pays.

Il s'agit du cas de la London Joint Stock Bank et de Macmillan, qui s'est produit dans les circonstances suivantes :

La Société Macmillan, qui était cliente de la banque, avait chargé un employé de confiance de présenter ses chèques à la signature. L'employé en question présente à l'un des directeurs de cette Société un chèque à l'ordre de la Société ou au porteur. Aucune somme n'était inscrite en lettres sur le chèque à la place habituelle et les chiffres « 2.0.0 » étaient écrits à l'emplacement fixé pour les chiffres. Le directeur signe le chèque. L'employé ajoute ensuite les mots « Cent vingt livres » à la place laissée vacante et les chiffres 1 et 0, respectivement de chaque côté du chiffre 2, qui était écrit de manière à permettre cette addition. L'employé présente le chèque et encaisse £ 120 à la banque. Le tribunal décide que la falsification du chèque est le résultat direct de la négligence de la Société et la banque fut autorisée à débiter le compte de cette Société du montant total du chèque.

Question n° 4. — La meilleure œuvre sur les lettres de change est « Chalmers Digest on Bills of Exchange » dont nous pourrions, si vous le désirez, nous procurer une copie et vous l'envoyer.

Question n° 5. — Nous n'avons aucune remarque particulière à faire sur ce cas.

En Angleterre, la perte et le vol ne paraissent pas régis par les mêmes règles que les falsifications. Seules, ces dernières doivent, en principe, être à la charge du tiré. « Les banquiers doivent subir tout le risque résultant de la falsification. » Et ceci, à une seule condition : à savoir que le chèque doit être établi avec soin.

AMÉRIQUE

Réponse à la question n° 1. — Les termes de cette question sont quelque peu ambigus. Nous prenons le cas où le tiré paie un chèque malgré qu'il contienne un faux endos. La règle générale est que le banquier qui paie un chèque dans ces conditions supporte les conséquences de son erreur et qu'il ne peut débiter de son montant le compte sur lequel ce chèque est tiré. Cette règle est si universellement admise et pratiquée chez nous qu'il est superflu de l'établir au moyen de citation. Elle doit cependant être expliquée. Par exemple, lorsque les chèques annulés sont retournés par une banque à ses déposants (1), les déposants ne sont pas

(1) Les banques renvoient toujours à leurs clients les chèques tirés par
Fould

tenus de les examiner pour y découvrir peut-être un faux endos; mais on admet que, s'ils sont avisés qu'un endos a été falsifié, il est de leur devoir d'en prévenir leur banque sans délai. S'ils négligent de le faire, ils peuvent être privés du droit de réclamer le remboursement du montant dont ils ont été débités en compte.

Le banquier qui a payé un chèque sur faux endos, tout en perdant le droit de débiter de son montant le compte du déposant, conserve un recours en remboursement de la somme payée contre les signataires de tous les endos postérieurs à l'endos falsifié, à la condition qu'il affirme son droit sans tarder.

Réponse à la question n° 2. — La règle générale est que le banquier qui paie un chèque sur lequel la signature du tireur a été falsifiée est absolument responsable et qu'en conséquence il ne peut débiter du montant du chèque le compte du déposant. Il existe certaines conditions à cette règle, telle celle où un déposant néglige de notifier à sa banque la découverte de la falsification, lorsque le chèque annulé lui est retourné (cas cité plus haut); mais il n'est pas possible d'envisager ici tous les cas de ce genre.

La négligence d'un déposant qui laisse son carnet de chèques à la portée d'employés, etc., et qui rend ainsi possible la falsification de sa signature, n'est pas consi-

eux; ils prétendent même, en riant, que les banquiers qui ne le font pas en France et ailleurs, sont de malhonnêtes gens.

dérée généralement comme étant de nature à établir sa responsabilité.

Le degré de perfection dans l'imitation de la signature du déposant n'est pas considéré généralement comme entrant en ligne de compte. Le contrat intervenu entre la banque et le déposant prévoit que les paiements seront faits sur l'ordre du déposant; par suite, on ne peut admettre qu'un chèque falsifié soit un ordre de paiement rentrant dans les termes du contrat et ceci quel que soit le degré d'habileté qui ait été observé dans son exécution.

Réponse à la question n° 3. — Lorsqu'une banque paie un chèque dont le montant a été modifié par surcharge postérieurement à son émission et qu'il n'existe pas de circonstances particulières permettant de conclure à la négligence du tireur, elle ne peut débiter le compte de ce dernier du montant de l'augmentation (par rapport à la somme originale pour laquelle le chèque a été tiré).

Par contre, le tireur en préparant son chèque, doit le faire avec toute l'attention nécessaire. S'il s'est contenté de le préparer sans soin et qu'ainsi la fraude ait été provoquée ou facilitée, il doit être tenu pour responsable de cette fraude aux lieu et place de la banque.

Il est impossible de déterminer exactement ce qui constitue « l'attention nécessaire » à ce point de vue, mais on admet que chaque cas doit être traité suivant les circonstances particulières où il s'est présenté.

Dans le cas où un chèque a été frauduleusement modifié par surcharge, la somme excédant le montant pour lequel le chèque a été tiré à l'origine ne peut être débitée au compte du déposant et la question se pose de savoir qui est débité de cette somme ? Si l'encaissement du chèque n'a pu être réalisé qu'à la faveur d'une faute lourde de la part d'un employé de la banque, ce dernier doit être mis en demeure de rembourser la différence (1). Si telle faute lourde ne peut être prouvée, la banque doit, soit considérer la somme comme perdue et en débiter son compte profits et pertes, soit avoir recours contre la personne à laquelle le chèque a été payé, par exemple le dernier endosseur.

Le degré de perfection dans l'altération du chèque ne doit être pris en considération que pour déterminer la négligence.

Réponse à la question n° 4. — Il existe une bonne publication envisageant tous les cas qui précèdent et qui s'adresse aussi bien aux banquiers qu'aux hommes de loi. C'est le « Digest of Legal Opinions of Thomas B. Baton, General Counsel of the American Bankers Association », publiée par « the American Bankers Association », 5, Nassau Street, et éditée par Rand Mc Nally et Company, 42, E. 22 nd. Street.

L'on voit que, en ce qui touche les chèques faux et altérés, les banques américaines sont, en définitive, à

(1) La responsabilité de l'employé varie d'après son traitement; par prudence, les banques s'assurent elles et leurs employés.

peu près irréfragablement présumées en faute. C'est, au fond, l'idée de risque qui s'applique implicitement.

BELGIQUE

Première question. — Si un chèque perdu ou volé est présenté par un porteur de mauvaise foi aux guichets d'une banque, et qu'aucun signe extérieur ne permet de déceler cette possession irrégulière, le banquier de bonne foi ne pourra être rendu responsable du paiement ainsi effectué. Il aura donc le droit de débiter le compte du tireur, et c'est la personne qui a perdu le chèque, ou à qui il aura été dérobé, qui devra supporter la perte.

La banque, par contre, devra être rendue responsable vis-à-vis du porteur si elle avait été avisée par celui-ci, avant le paiement, que le chèque en question était perdu ou avait été volé.

C'est en ce sens que la doctrine et la jurisprudence résolvent la question; il semble difficile de critiquer cette manière de décider, puisque le mandat à ordre, c'est-à-dire le chèque qui est présenté au banquier, est en tous points régulier en ce qui concerne ses éléments essentiels, c'est le document même, créé par le tireur, avec sa signature, qui est entre les mains de la banque, et, celle-ci, contre remise de cette pièce, est, en conséquence, libérée valablement.

(Voir en ce sens : Thaller, Traité de droit commercial,

6^e édit., n° 1654. — Voir aussi D. P., 2, 401 et note Thaller; — Trib. comm. Bruxelles, 8 juillet 1905 : Jurisprudence commerciale de Bruxelles, 1905, p. 346, et 26 juillet 1910, *ibid.*, 1911, p. 5.)

Il faut toutefois en cette matière, comme d'habitude, faire des réserves. En effet, si l'acquit faux pouvait être facilement découvert, malgré la non-opposition au paiement notifiée par l'intéressé, la banque devrait, dans ce cas, supporter la perte. Effectivement, il est certain qu'en cas de faute grave ou de dol, la banque ne pourrait être exonérée des conséquences de ses actes ou de ceux de ses préposés.

Ci-dessous toute une série de décisions et d'articles de doctrine qui fixent ces théories :

(Jugement comm. Bruxelles, 10 décembre 1887 : Pasier., III, 355; — Bruxelles, 25 janvier 1890, Pasier., II, 133 et la note; — Comm. Anvers, 25 juin 1896, en cause de Leclercq c. Descamps et Banque nationale (inédit); — Beltjens, Encycl. du droit comm., t. 1^{er}, p. 482, n° 24 bis; — Observation de M. Pirmez : Pasier., 1873, n° 199, p. 195, note I; — Rapport Cornesse; Pasier., 1873, note I; — Trib. de la Seine, 3 janvier 1896 : Dall. Pér., 1896, II, p. 80; — Comm. Paris, 2 nov. 1902, et Cour Paris, 13 juin 1903 : Dall. Pér., 1904, II, p. 23; — Dall. supp., V^e Warrants et chèques, n° 139; — Chastenot, Des chèques, p. 139; — Lyon-Caen et Renault, t. IV, n° 588; — Dall. Pér., 1896, II, p. 401, note de M. Thaller.)

Deuxième question. — Si le chèque présenté est faux,

si la signature du tireur est imitée, la situation, en principe, n'est plus la même. A l'origine, le document n'est pas régulier, le tireur officiel n'y intervenant à aucun titre.

Il faut donc admettre, en principe, que c'est la banque qui devra supporter la perte, si elle paie un chèque faux.

(Voir Tribunal Anvers, 28 février 1880 : Jurisprudence, Port d'Anvers, 1880, I, 139.)

Toutefois, si dans le cas de faux les tribunaux doivent suivre ce principe rigoureux, la jurisprudence, néanmoins, admet que ce n'est qu'en cas de faute lourde que la banque doit inévitablement subir le dommage, notamment si la signature est grossièrement imitée ou si quelque autre signe devait rendre le chèque suspect. (Cass. franç., 26 oct. 1898, Sirey, 1899, I, 275. Cass. franç., 3 juillet 1905, D. P. 1906, I, 318.)

Pour être exonérée, la banque devrait établir que la signature offrait des preuves sérieuses de sincérité.

Il y aurait faute lourde si la banque n'avait pas pris la précaution d'avoir dans ses documents le spécimen de la signature du tireur, à fin de comparaison.

Mais il paraît probable que la banque échapperait à la responsabilité si elle pouvait établir que celui dont la signature fut imitée avait commis une faute.

C'est pourquoi, en général, les banques stipulent la non-responsabilité pour le cas où le carnet de chèques aurait été imprudemment laissé à la portée de tiers.

mais dans ce cas le fardeau de la preuve incombera à la banque.

(Civ. Seine, 21 décembre 1895 et la note Thaller, D. P. 1896, 2, 40. Voyez aussi Annales de Droit commercial international, 1904, II, 36. L'étude de M. Catalan, *ibid.*, 1910, p. 375, l'article de M. Sourdois.)

Il a été jugé que le titulaire du carnet commet une imprudence s'il n'enferme pas son carnet, et les tribunaux, dans ces conditions, font supporter, en général, la responsabilité par fraction par les parties en cause.

(Voir : Bruxelles, 20 janvier 1881 : Port d'Anvers, 1881, 1, 56; Tribunal Anvers, 28 février 1880, cité ci-dessus; Liège, 1^{er} juillet 1901 : Journal des Tribunaux, 1901, col. 934.)

Je rappelle ici que les clauses d'exonération de la responsabilité de la banque souscrites par le titulaire, sont opérantes à condition qu'il n'y ait pas de faute sérieuse du tiré.

(Voir à cet égard, Cass. franç., 26 octobre 1898, cité déjà ci-avant.)

Troisième question. — Si le chèque vient à être altéré en cours de circulation, il ne peut être contesté que le titre soit valable en lui-même, et jamais le tireur ne pourra réclamer quant aux suites résultant des énonciations primitives.

Mais *quid* quant aux conséquences de l'altération, notamment quant aux changements apportés au montant ?

A cet égard, il faut appliquer la ligne de conduite indiquée antérieurement. C'est une question d'espèces; si l'altération pouvait être facilement découverte, nul doute que la banque ne doive subir la perte; dans le cas contraire, elle sera exonérée. Les tribunaux devront se laisser conduire par les présomptions d'irrégularités et par les apparences extérieures.

C'est en ce sens que décide un jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, en date du 13 février 1923. (*Belgique judiciaire*, 1923, page 348.)

Quatrième question. — En Belgique, aucun ouvrage moderne ne peut être cité comme traitant toutes les questions relatives au chèque; les principes appliqués par les tribunaux dérivent des précédents, dont les indications sont relevées ci-dessus. Il vient cependant de paraître un livre sur le « chèque », par MM. Lévy Morelle et Henri Simont (édité par les « Etablissements Bruylant », 67, rue de la Régence, à Bruxelles). Ce livre mentionne les principes et des cas d'espèces et il peut être utilement consulté.

Cinquième question. — En ce qui concerne notre établissement, il ne paraît pas y avoir de difficulté réelle au point de vue paiement des chèques. Le fait qu'actuellement tout le monde doit être porteur d'un certificat d'identité, rend le contrôle plus facile. Si les signatures sont les mêmes, et sur le chèque et sur le certificat, le tiré ne pourra être rendu responsable.

Si, en plus de cette mesure, le chèque est nominatif et si les endos successifs sont complets, le banquier ne

pourra pas être recherché. Il semble donc que pour le moment la situation ne soulève pas de grande critique en Belgique; le petit nombre de procès montre que les difficultés qui peuvent se présenter ne dépassent pas la normale.

En résumé, la perte et le vol sont, en principe, à la charge de la victime. Les faux et les altérations entraînent des responsabilités variables selon les cas. En pratique, il y a peu *d'accidents* parce que toute personne doit avoir un certificat d'identité, ce qui facilite le contrôle.

DANEMARK

1° Si une banque paie de bonne foi un chèque à une autre personne que celle à qui il est émis ou endossé, le chèque étant acquitté ou endossé au nom de cette dernière personne, la banque peut débiter le compte du tireur du chèque du montant de ce dernier, à condition que celui qui le présente, par le texte du chèque ou par une chaîne ininterrompue d'endos complets ou en blanc, en apparaisse comme son propriétaire. Celui qui, dans ce cas, paie le chèque n'est pas obligé à examiner l'authenticité des endos. Ceci est expressément mentionné dans les lois sur les chèques et les traites et ne fait aucun doute en pratique.

Si, par exemple, un chèque est volé avant de parvenir au véritable bénéficiaire et est endossé par le voleur au nom du bénéficiaire et encaissé, la banque peut débiter le compte du tireur du chèque.

2° Dans le cas où une banque honore un chèque dont la signature du tireur est fausse, le risque incombe à la banque qui doit supporter la perte, même si rien ne peut lui être reproché, ayant observé les règles de prudence habituelles. Sous ce rapport il ne joue aucun rôle que la fausse signature soit plus ou moins bien imitée. La situation est toutefois quelque peu autrement si le titulaire du carnet, par sa non-observation de la prudence habituelle, par exemple en conservant les formules de chèques d'une façon imprudente, a donné l'occasion de commettre le faux; dans ce dernier cas il pourra être rendu responsable conformément aux usages habituels.

3° Si un chèque est altéré en cours de circulation, soit que le montant ou le nom du bénéficiaire est modifié, le tireur du chèque ne peut y être pour rien, et le risque en payant un pareil chèque tombe par conséquent sur la banque, ceci doit s'appliquer que le faux soit plus ou moins bien exécuté.

4° Les règles sur les chèques en général sont exposées dans *Julius Lassen obligationsretten specielle Del.*, qui a paru chez l'éditeur C. E. Gad, à Copenhague.

5° D'après nos expériences nous ne voyons pas mieux que la législation danoise actuelle sur les chèques; elle est en son entier satisfaisante.

Ce pays admet, en somme, les mêmes règles que l'Angleterre et l'Amérique; pour ce qui est des chèques faux et altérés, il applique, sans la nommer, la théorie du risque.

HOLLANDE

Le chèque suivant la loi hollandaise. — Il n'existe pas dans la loi hollandaise de dispositions spéciales relatives aux chèques; aucune mention particulière n'est faite dans le Code commercial hollandais à leur sujet.

Il en résulte que les règles auxquelles les chèques sont soumis sont souvent variables, et notamment celles qui ont trait à la question du chèque à ordre et à celle du chèque au porteur.

Les chèques à ordre. — Le paiement de ces effets doit être demandé dans le délai d'un mois suivant leur émission, si le chèque est payable sur la place où il a été émis et, au plus tard dans les 3 mois de son émission, s'il n'est pas payable sur la place où il a été émis.

Si ces conditions ne sont pas remplies, le porteur de l'effet perd tout recours contre le dernier endosseur et contre le tireur. Cependant, ce dernier demeure dans l'obligation de renoncer, au profit du porteur du chèque, à son recours contre le tiré, et d'autre part, il demeure entièrement responsable s'il a prouvé qu'il ne possède pas une provision suffisante chez le tiré pour acquitter le chèque.

Le porteur d'un chèque à ordre protesté n'a de recours que contre l'endosseur qui le précède immédiatement; il n'a pas de recours contre les endosseurs précé-

dents; autant qu'il résulte de l'application de la loi hollandaise, le droit de recours, dans ce cas, est généralement prescrit au bout d'une année.

Chèques au porteur. — Le porteur d'un chèque de ce genre a un droit de recours contre l'endosseur qui le précède immédiatement pendant les trois jours qui suivent la réception du chèque, et il possède le même droit contre le tireur pendant les dix jours qui suivent la date de l'émission. Le tireur, cependant, se trouve dans l'obligation, à l'expiration de ce terme de dix jours, de renoncer, au profit du porteur, à toute réclamation contre le tiré et il demeure également responsable en cas d'absence de provision, autant que cela peut résulter d'une faute lui incombant.

Chèques barrés. — La mention du chèque barré n'existe pas dans la loi hollandaise. En pratique, les banques hollandaises ne paient les chèques barrés que pour se conformer aux usances internationales. Par suite, il n'existe aucune responsabilité de ce fait.

Timbres. — Tous les chèques tirés en Hollande doivent être timbrés à dix centimes par les soins du tireur. Tous les chèques tirés à l'étranger sur la Hollande doivent être timbrés à dix centimes par les soins du premier porteur hollandais.

Falsification et perte. — Il existe une grande part d'incertitude en ce qui concerne les questions de la falsification et de la perte des chèques. Les remarques qui vont suivre sont faites, en conséquence, sans aucune responsabilité de notre part.

Si le tiré paie un chèque et s'il est prouvé ultérieurement que la signature est falsifiée, il ne peut pas débiter le compte du tireur de son montant.

La même règle est appliquée en cas de falsification de la somme.

Tout ce qui précède n'est applicable, naturellement, que lorsque le tireur n'a commis aucune négligence qui ait pu avoir pour conséquence de faciliter la tâche du falsificateur et, d'autre part, si aucun arrangement spécial n'a été pris à l'égard du risque ainsi couru. Ces arrangements spéciaux font souvent l'objet de stipulations entre les banques et leurs clients lors de la remise des carnets de chèques.

Un endos falsifié n'a pas pour effet de transférer la propriété du chèque au porteur suivant et, en conséquence, ce dernier, au cas même où il a reçu ce chèque de bonne foi, n'en possède pas la propriété. Si le chèque n'est pas payé, il a naturellement un droit de recours contre l'endosseur qui le précède immédiatement, mais non contre le tireur. La banque qui paie de bonne foi un chèque portant un endos falsifié ne peut en être responsable à l'égard du tireur.

Celui qui perd un chèque supporte le risque de sa perte. Il ne peut, en conséquence, obliger le tireur à lui en remettre un duplicata et il ne peut en demander le paiement sans présentation.

Cette réponse est intéressante, en ce qu'elle émane d'un pays où l'on vit, en matière de chèque, sous le régime du droit commun.

On y voit les inconvénients d'un tel système. « Il existe une grande part d'incertitude en ce qui concerne les questions de la falsification et de la perte des chèques. »

NORVÈGE

Règles de paiement des chèques d'après le Droit norvégien.

Question n° 1. — Quelle est la situation d'un banquier qui paie un chèque ordinaire à une personne autre que le véritable bénéficiaire, ledit chèque ayant été soit perdu, soit volé ?

Ce banquier peut-il débiter du montant le compte de son client ou supporte-t-il personnellement le risque ?

Y a-t-il sur ce point une pratique bien établie ou est-ce une question de circonstances ? Il ne s'agit que du chèque ordinaire, et non pas du chèque barré ou du chèque de compensation.

Prière de faire une réponse écrite et, si possible, appuyée par des exemples et des décisions de justice.

Réponse. — Suivant l'article 3 de la loi norvégienne, sur les chèques, du 3 août 1897, on applique au paiement des chèques les mêmes règles qu'à celui des lettres de change. L'art. 9 de la loi du 7 mai 1880, sur les lettres de change, est ainsi conçu :

« Le porteur de la lettre de change a le droit, à l'échéance, d'exiger le paiement de la lettre de change

et d'en percevoir le montant, s'il appert de la teneur du texte ou de la suite des endossements complets ou en blanc se continuant régulièrement jusqu'à lui, qu'il est le propriétaire de la lettre de change. Celui qui paie alors la lettre de change n'est pas tenu de vérifier l'authenticité des endossements. »

Comparez l'article 39, 3^e alinéa, du « Règlement uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre », élaboré par la Conférence internationale du Droit de change à La Haye, juillet 1912 : « Celui qui paie à l'échéance est valablement libéré, à moins qu'il n'y ait de sa part une fraude ou une faute lourde. Il est obligé de vérifier la régularité de la suite des endossements, mais non la signature des endosseurs. »

Ladite disposition législative établit donc que le tiré est autorisé à (et d'ailleurs est également tenu de) payer le chèque (la lettre de change), lorsque le porteur qui le présente est, à première vue, le propriétaire apparent du chèque. Ceci veut également dire que si le tiré lorsque les apparences sont présentes, paie le chèque, et s'il se trouve par la suite que le porteur n'était pas l'ayant droit d'après le chèque, qui par exemple a été soit perdu, soit volé, le tiré est considéré, tant par rapport au tireur qu'au vrai propriétaire du chèque, comme s'il avait payé au véritable ayant droit. Le tiré peut donc débiter le tireur du montant du chèque.

Qui devra définitivement supporter la perte ? Cela dépendra des circonstances. Cela pourra être le tiré,

mais pourra également être l'un des porteurs du chèque, par exemple celui qui aura perdu le papier.

En ce qui concerne les recherches que doit entreprendre le tiré en vue de s'assurer que le porteur présentant le chèque est bien le véritable ayant droit, il suffit qu'il vérifie la suite régulière des noms portés sur le document (Voir art. 36 du 3 Wechselordnung allemand). Le tiré n'a aucun devoir de vérifier l'authenticité des signatures. Pour les chèques au porteur, le fait qu'on est possesseur est preuve suffisante. Il en est de même du chèque où le dernier endossement est en blanc, à condition toutefois que la série antérieure des endos soit en bon ordre. Il existe plusieurs décisions de justice et opinions exprimées dans la littérature de droit relativement aux effets du biffage dans les endos, et à la preuve que doit produire un mandataire du propriétaire du chèque.

Pour que le tiré se trouve libéré par le paiement au porteur apparent, il est naturellement nécessaire qu'il soit de bonne foi. S'il existe des circonstances particulières qui éveillent le soupçon d'une falsification (par exemple une rature dans le nom du dernier endosseur) ou d'un vol (par exemple l'apparence même du porteur), et si le tiré paie malgré tout, sans entreprendre de plus amples recherches, ceci doit être considéré comme une faute entraînant la responsabilité habituelle. Si l'on découvre donc ensuite que le chèque se trouvait entre les mains d'un possesseur illégitime,

le tiré ne peut, de la somme payée, débiter le tireur.

On doit relativement au devoir du tiré, de rechercher si le porteur qui présente le chèque est *identique* avec la personne qui, d'après la teneur du chèque, doit être le propriétaire de celui-ci, appliquer les mêmes règles que celles qui concernent l'authenticité des endossements. (La loi n'exprime rien à ce sujet, et il n'existe pas de jugement tranchant la question de principe.) Le tiré ne peut donc, en général, exiger du porteur présentant le chèque qu'il établisse son identité avec le propriétaire du chèque dont il ne porte le nom que d'une manière superficielle (par exemple en montrant des lettres à son adresse). Si le dernier endossement est en blanc et si le chèque est au porteur, on ne peut exiger, de celui qui présente le chèque, qu'il produise des preuves qu'il est bien la personne pour laquelle il se donne. Dans la pratique, les banques feront toutefois les recherches possibles concernant le droit du bénéficiaire, son identité, etc.

Comme exemple de jugement concernant l'identification de porteurs de lettres de change et de chèques, on peut citer :

Jugement de la Cour suprême dans le Norsk Retstidende (Bulletin de droit norvégien de 1903, p. 800).

Une banque de Boston adressa à M. le professeur X. ., de Christiania, un effet sur une banque de Christiania, d'une valeur d'environ Kr. 6.500, émis à l'ordre de Mademoiselle Wilhelmina X... Un jeune garçon, Chris-

tian X..., fils d'un frère du professeur, avait volé le mandat et y avait faussement porté le nom de Wilhelmina X... Christian X... ayant signé pour acquit, la banque lui avait versé la somme portée sur le chèque. .

Le professeur X... intenta un procès à la banque en concluant au paiement de la somme. La banque fut toutefois acquittée par la Cour suprême, qui se rapporta à l'article 3 de la loi sur les chèques (voir art. 39 [ci-devant] de la loi sur les lettres de change) et prononça entre autres :

« Autrement dit, pour pouvoir exiger et percevoir le paiement, le porteur de la lettre de change n'est donc tenu de produire aucune autre preuve que celle qui ressort du texte même et de la série des endos. Et celui qui doit payer la lettre de change, lui non plus, n'est, en conséquence, généralement pas tenu ou n'a pas le droit d'exiger une autre ou une plus ample preuve. »

Jugement du tribunal de la ville de Christiania, en date du 1^{er} juin 1922 : Un chèque en paiement de l'impôt avait été émis à l'ordre du « Percepteur des impôts de Christiania ou au porteur ». Un facteur des postes retira le chèque de l'enveloppe et porta sur le chèque l'acquit suivant : « Pour acquit, X... (nom du percepteur), Kristiania, le 8 mars 1920. » Le chèque fut ensuite touché dans une banque par le voleur. Le tireur du chèque intenta un procès à la banque, concluant à la non-autorisation pour la banque de débiter son compte de la somme illégalement touchée. Le tribunal

fut d'avis que, suivant l'article 3 de la loi sur les chèques (Voir art. 39 de la loi sur les lettres de change), un chèque peut, sans responsabilité, être payé à celui qui, dans les formes, en est le propriétaire à juste titre. Ce n'est que dans les cas où des circonstances spéciales éveillent le soupçon d'une falsification que l'on doit considérer comme une faute de payer, mais on trouva que, dans ce cas, de telles circonstances n'étaient pas présentes. La banque dut donc être considérée comme ayant été autorisée à faire honneur au chèque, et elle fut acquittée.

Question n° 2. — Quelle est la situation du banquier qui paie un chèque dont un faussaire a imité la signature du tireur : bref, un chèque dans lequel le titulaire du carnet n'est pour rien ?

Tient-on compte du degré de perfection dans l'imitation de la signature ?

Tient-on compte de la négligence qu'aurait pu commettre le titulaire du carnet qui, par exemple, ne l'aurait pas mis sous clefs ?

Réponse écrite, avec exemples à l'appui, si possible, et décisions de justice.

Réponse. — Un chèque qui est *totale*ment faux, c'est-à-dire qui n'est pas émis par celui dont le nom est porté comme « émetteur », son nom étant faux n'oblige pas « l'émetteur », à moins qu'il n'existe pour lui des raisons spéciales de responsabilité.

Ni la loi sur les chèques, ni la loi sur les lettres de

change, ne contiennent de dispositions à ce sujet, et la question se tranche d'après les principes fondamentaux ordinaires du droit civil.

Si le tiré paie un tel chèque, cela ne produit pour lui aucun effet libératoire, cela a lieu aux risques et périls du tiré lui-même, et l'on ne peut débiter de la somme payée « l'émetteur » dont le nom a été faussement porté sur le chèque.

Il n'existe donc pas, d'après le *chèque*, de responsabilité pour « l'émetteur » dont le nom a été faussement utilisé, mais on peut intenter civilement contre lui un procès en paiement de dommages et intérêts, pour cause d'imprudence, par exemple, pour avoir été négligent dans la garde du carnet de chèques, avoir omis d'avertir lorsqu'il découvre que des feuillets de chèque ont disparu, et, d'une manière générale, avoir mal contrôlé les feuillets du carnet de chèque.

Il n'est pas habituel que les banques norvégiennes, en livrant un carnet de chèques, exigent de celui qui en prend livraison qu'il se déclare responsable des feuillets de chèque reçus. On a cependant des exemples que cela se pratique.

En principe, la situation du tiré reste la même, que la fausse signature soit bien imitée ou non.

Question n° 3. — Quelle est la situation du banquier qui paie un chèque signé du client, mais altéré en cours de circulation ? Exemple : un chèque dans lequel on a modifié la somme, le nom du bénéficiaire, etc.

Tient-on compte du degré de perfection de l'altération ?

Qui est débité de la majoration ?

Réponse écrite, exemples et décisions de justice, si possible.

Réponse. — Les règles relatives aux apparences mentionnées dans la réponse à la question 1 s'appliquent aux chèques où le nom du bénéficiaire ou le nom d'un des endosseurs est modifié. Si l'apparence du chèque ne présente rien de suspect, si donc l'imitation est bien faite, le tiré peut payer un tel chèque avec effet libératoire pour lui, et débiter le compte du tireur du montant du chèque.

Si c'est la somme qui a été modifiée (majorée) sur le chèque, on doit supposer que l'on ne peut débiter le compte du tireur d'une somme supérieure au « véritable » montant primitif du chèque.

Mais si le tireur du chèque a fait preuve d'imprudence, il peut être rendu responsable de la somme entière (modifiée), par exemple s'il a négligé d'inscrire la somme en toutes lettres, s'il a écrit la somme de telle manière qu'il a été *facile* de la modifier, etc.

Si le tireur a remis un chèque avec la somme en blanc il est naturellement responsable de la somme portée sur le chèque, même si elle est supérieure à celle qu'il a autorisé à inscrire.

Il existe divers jugements concernant les effets de falsifications, notamment sur lettres de change, mais

aucun, autant qu'on sache, qui traite directement des droits du tiré vis-à-vis du tireur, après paiement d'une lettre de change dont le montant a été modifié (majoré); mais je puis, comme pouvant servir de comparaison, renvoyer à un jugement de la Cour suprême, publié dans le Bulletin de droit de 1917, p. 648, d'après lequel les endosseurs d'une lettre de change, dont la somme avait été modifiée, furent rendus responsables de la somme primitive, mais pas de la majoration.

Question n° 4. — Pour toutes ces questions, quel est l'ouvrage qui, chez vous, fait autorité ? Titre et maison d'édition, s. v. p.

Réponse. — L. M. B. *Aubert* : Den nordiske Vekselret (le Droit de change scandinave), Copenhague, 1882. Editeurs : Gylden-dalske Bokhandels Forlag.

L. M. B. *Aubert* : Den norske obligationsrets specielle del (Partie spéciale du droit norvégien des obligations).

1 volume, 2^e édition, 1901. Editeurs : Aschehoug et C^o, Christiania, paragr. 43 et suivants, notamment paragr. 59 (p. 453 et suiv.) ainsi que paragr. 76 (p. 577 et suiv.).

Il y a lieu de citer, en outre, les considérants de la loi sur les lettres de change et de la loi sur les chèques.

Question n° 5. — Quelles seraient les solutions qui seraient désirées par les banques ?

Ne préféreraient-elles pas un système rigide, comme celui du risque professionnel, aux incertitudes et contradictions actuelles ?

Réponse. — Autant qu'on le sache, les banques sont généralement satisfaites du système actuel.

NORVÈGE

Ad. 1. — Selon Norsk Checklov, § 3, cf. Nork Veksellov, § 39, un banquier est obligé de payer un chèque au porteur, pourvu que celui-ci, par le texte du chèque ou par une série continue d'endossements en règle, prouve être le propriétaire du chèque.

Dans des circonstances spéciales pouvant justifier des soupçons de faux, par une rature du nom du dernier endosseur par exemple, ou de vol, vu la personne du représentant par exemple, le banquier doit procéder à une investigation avant de payer.

Ayant observé ce qui précède, le banquier peut débiter le compte de son client (ou du tireur du chèque) du montant du chèque.

Ad. 2. — Ayant acquitté un chèque dont un faussaire a imité la signature du tireur; le banquier ne peut pas en débiter le client dont la signature a été imitée. Toutefois, il peut arriver que le client soit obligé de payer, si le fait peut lui être imputé comme l'effet d'une grave négligence (*culpa lata*). Ceci sera jugé selon les circonstances.

Ad. 3. — Un tireur de chèques ne peut, d'ordinaire, être débité d'un montant plus élevé que celui qu'il a écrit lui-même. Si le banquier acquitte un chèque pour

un montant majoré par un faux, il n'a pas de recours au tireur. Celui-ci ne répond, en somme, que du chèque tel qu'il a été fourni.

Ad. 4. — Les différentes questions du chèque sont traitées dans le Norsk Checklov du 3 août 1897, cf. Norsk Veksellov du 7 mai 1880 en vente chez tous les libraires ici. (J. W. Cappelen par exemple.)

Ad. 5. — Du point de vue de banque on ne saurait nier qu'il serait désirable pour les questions soulevées d'avoir des règles dont l'application ne dépendit point d'appréciations circonstanciées. Nous croyons cependant que la loi norvégienne, en matière de chèque, telle qu'elle est pratiquée et vue dans son ensemble, s'est trouvée satisfaisante jusqu'ici.

SUÈDE

I. — Si un chèque est d'origine authentique et s'il est payable au porteur, soit dès l'origine, soit par suite de transfert en blanc, ou s'il a été transféré au porteur actuel par une série ininterrompue de transferts, celui-ci a le droit d'exiger le paiement du chèque, même en cas que le chèque soit sorti des mains d'un porteur légitime précédent, par suite de vol ou de perte.

Cette règle ressort sans équivoque de l'article 39 de la loi suédoise, relative aux lettres de change, qui s'applique aussi aux chèques en parties analogues. Le premier passage de l'article 39 est ainsi conçu :

« A l'époque de l'échéance, le porteur de la lettre de change a le droit d'exiger et de toucher le paiement de la lettre de change pourvu qu'il se démontre porteur légitime de celle-ci, soit en vertu de la teneur du texte, soit en vertu de transferts complets et ininterrompus continuant jusqu'à lui ou de transferts en blanc. »

C'est vrai qu'il n'y a pas de préjugé relatif aux chèques; mais la règle mentionnée ci-dessus ressort du fait qu'à cet égard les prescriptions en vigueur pour les lettres de change s'appliquent aussi aux chèques, et pour les lettres de change il y a des préjugés.

II. — D'autre part, si le chèque est falsifié dès l'origine, c'est-à-dire si le nom du tireur est falsifié, le porteur n'a aucun droit d'obtenir paiement du chèque, et cela n'a pas d'importance quel est le degré de perfection de la falsification ou si la négligence du titulaire du carnet de chèques de bien garder le carnet a facilité l'usage abusif d'un formulaire de chèque. Par conséquent, une banque qui a acheté ou honoré un tel chèque n'a pas d'autre moyen, selon la loi, que de s'adresser à la personne à qui elle a payé le chèque et de réclamer le montant payé.

III. — Si un chèque est d'origine authentique, c'est à-dire si le nom du tireur est authentique et si ce chèque est falsifié plus tard par l'augmentation du montant pour lequel il a été originairement émis ou par l'inscription d'un autre bénéficiaire, il dépend des circonstances, qui aura à supporter la perte. Il est, en

effet, arrivé que le tireur a été condamné à payer un chèque, sur lequel le nom du bénéficiaire avait été falsifié, quand la falsification avait été facilitée par négligence évidente de la part du tireur. Il n'est pas possible pourtant de fixer des règles précises à ce sujet, étant donné, comme nous l'avons déjà dit, qu'il dépend des circonstances quelle sera l'issue du procès.

IV. — La loi suédoise relative aux chèques est du 24 mars 1898. Il n'existe aucun ouvrage scientifique concernant cette loi, mais un petit commentaire émis sous le titre de « Wäxallegen och checklagen », pour le service des marchands et d'avocats, par M. Ebbe Gustaf Flensburg et publié à la librairie « Fr. Skoglund's Forlag ».

V. — Il ne nous est pas connu que les banques suédoises désireraient des solutions spéciales apportées à la loi actuelle.

On observera que pour ce qui est du chèque falsifié dès l'origine, les banques ne peuvent, en *aucun* cas, débiter le prétendu tireur.

SUISSE

Réponse Ad. 1. — Le banquier qui paie un chèque ordinaire à une personne autre que celle indiquée comme bénéficiaire dans le chèque ou par les endossements paie à ses propres risques et périls, à moins qu'il

puisse établir qu'en payant il n'a commis aucune négligence. (Par exemple : Le banquier est tenu par la loi de s'assurer que celui qui présente le chèque est bien la personne indiquée dans le chèque ou dans les endossements comme bénéficiaire; s'il manque à cette obligation, il paie à ses propres risques.)

Réponse Ad. 2. — Le banquier qui paie un chèque avec signature fausse du tireur le fait à ses propres risques.

On ne tient pas compte du degré de perfection dans l'imitation de la signature, par contre il faut admettre que le juge devrait tenir compte d'une négligence du titulaire du carnet de chèques, qui ne l'aurait pas mis sous clefs. Les banques suisses ont l'habitude de prévoir cette exonération dans leurs conditions générales imprimées sur les carnets de chèques.

A titre d'exemple, voici les conditions y relatives de la Banque Fédérale (S. A.) :

« Le porteur de ce carnet de chèques étant responsable de son usage, il est dans son propre intérêt de le garder en lieu sûr. »

Réponse Ad. 3. — En principe, s'il n'y a ni négligence de la part du banquier, ni de la part du client, nous croyons que les tribunaux mettraient la perte à la charge du banquier.

Pour toutes ces questions il n'y a guère de jurisprudence bien établie en Suisse; il en est de même de la doctrine, qui est très maigre à ce sujet, et qui se do-

cumenté dans la littérature soit allemande, soit française, sur ces questions.

Les banques tâchent de se mettre à l'abri des risques résultant de la situation incertaine de toutes ces controverses, autant que possible, par leurs conditions régissant les comptes-chèque; mais cela n'est possible que jusqu'à un certain point. Les dispositions de notre Code, concernant les chèques, ne sont pas très explicites, une revision est à l'étude; mais nous ne croyons guère que les banques préféreraient à l'état actuel un système qui les chargerait entièrement du risque professionnel.

Un projet de loi, actuellement à l'étude, concernant la revision de plusieurs titres du Code fédéral des obligations, poursuit cette tendance; nous citerons l'article 880 de ce projet :

« Le dommage résultant d'un chèque faux ou falsifié est à la charge du tiré, pour autant qu'aucune faute n'est imputable à la personne désignée comme tireur dans le chèque, comme notamment le fait de n'avoir pas conservé avec assez de soins ses formulaires de chèques.

» Toutes conventions contraires sont nulles. »

Dans ce pays, l'idée que nous voudrions voir triompher en France est donc « dans l'air », s'il est permis de s'exprimer ainsi.

Voici, semble-t-il, les conclusions qui se dégagent de

cette enquête : les cas de perte et de vol et les cas de falsification ne devraient pas être traités d'identique façon. Les premiers devraient, en principe, être à la charge de la victime; les seconds à la charge du tiré. Peut-être serons-nous amenés à retoucher dans ce sens notre proposition de loi, espérant ainsi écarter de graves objections et mieux servir la cause de l'équité.

CONCLUSIONS

Nous pouvons maintenant conclure. Cette étude a montré la vérité de l'observation de Vivante : à savoir que « la facilité avec laquelle on a abusé de chèques à vue faux ou altérés a donné lieu à de subtiles recherches pour déterminer la responsabilité du banquier et celle de son client ».

On a vu que ces « recherches subtiles » se cristallisaient cependant autour de quelques solutions : pleine liberté laissée aux juges (systèmes français, allemand, etc.); demi-liberté laissée à ces mêmes juges (Argentine, etc.); présomption légale de responsabilité à la charge du tireur (Japon); même présomption, mais à la charge du tiré (Autriche, Hongrie, et, en fait, Angleterre et Etats-Unis, etc.).

Cette dernière solution finira sans doute par se faire recevoir dans tous les pays, car elle recèle, en elle-même, une force qui, un jour ou l'autre, triomphera et s'imposera. Elle n'est, en effet, qu'une application du vieil adage romain dont les conséquences se déroulent et s'amplifient sans cesse parce qu'il est une face de l'équité : *Ubi emolumentum, ibi onus*.

D'autre part, et c'est ici la chose essentielle, en établissant à l'encontre des banques une présomption presque absolue, la responsabilité, l'on aboutira, non pas peut-être à provoquer la diffusion du chèque, mais du moins à lui faire produire tout son effet utile.

Comme l'a écrit M. le député Landry dans un rapport du 22 juin 1916, relatif à la domiciliation du chèque (N° 2229, 11^e législature. Annexe au procès-verbal de la séance du 22 juin 1916), il importe de voir que l'emploi des chèques, par lui-même, ne supprime pas l'emploi de la monnaie. Le particulier qui, pour payer un fournisseur, délivre à celui-ci un chèque sur un banquier, évite de sortir de la monnaie de sa caisse ou de son portefeuille; mais si le fournisseur, muni du chèque, se rend chez le banquier pour toucher le montant de celui-ci, c'est le banquier qui devra décaisser de la monnaie.

Notons toutefois que si l'emploi du chèque dans des conditions pareilles était généralisé, il en résulterait, dans l'ensemble, une économie de monnaie; les paiements étant effectués par les banques, et non plus par les particuliers, les encaisses nécessaires pour y faire face seraient au total de beaucoup inférieures à ce que doivent être les encaisses des particuliers, ceux-ci effectuant eux-mêmes leurs paiements en monnaie.

Mais ce n'est pas là le rôle propre du chèque : sa fonction spéciale, c'est d'être un instrument de virement et de compensation. Comme l'écrivait M. Chas-

tenet dans un rapport au Sénat (N° 416, annexe au procès-verbal de la séance du 14 novembre 1916), par lui l'or tend à être affranchi de ses servitudes monétaires et à n'être plus que l'étalon des valeurs. Sur l'ensemble des paiements qui sont faits en Angleterre, il n'y en a pas plus de 4 à 5 % qui soient faits en espèces. Tout aboutit à la Chambre des compensations, au Clearing House de Londres. Le Clearing House, qui compte 17 maisons adhérentes a compensé en 1913, 444 milliards; en 1915, le Clearing House de New-York a compensé 569 milliards.

Il y a aussi un Clearing House à Chicago et dans les différentes villes de l'Amérique du Nord. Dans l'ensemble des Etats-Unis, les Chambres de compensation ont réglé environ 967 milliards.

Ainsi, dans ces pays, avec un capital monétaire circulant, bien inférieur à celui de la France, on règle un nombre d'affaires plus considérable.

Le législateur de 1865 s'était bien préoccupé d'acclimater le chèque en France, en le différenciant des effets de commerce et en réduisant le timbre à 0.10 ou 0.20, suivant que le chèque est tiré sur la même place ou de place en place.

Mais les banquiers, et surtout les grands établissements de crédit, ne se sont pas prêtés au développement de cet instrument merveilleux.

Sans doute, dira-t-on, ce n'est pas en aggravant leur responsabilité qu'on changera leurs dispositions vis-à-

vis du chèque. Il est difficile de le nier; mais du moins aboutira-t-on à ce résultat, que les chèques émis donnent leur maximum, c'est-à-dire se règlent par jeux d'écritures, sans maniements de fonds.

Nous ne sommes pas, à cet égard, réduit à des conjectures; nous sommes en face de faits; à mesure que le législateur augmente la responsabilité des banquiers payeurs, à mesure se développe la compensation.

Voici une circulaire de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, du 2 janvier 1923 : « *Il est formellement interdit de payer un chèque barré en numéraire, même quand il paraît présenté à la caisse par le représentant d'une banque, à moins qu'une convention bien précise avec le caissier principal de l'établissement présentateur assure que l'encaisseur se présente bien au nom de la banque, et que l'endos du chèque au nom de la banque, ainsi que l'acquit de celle-ci, sont bien réguliers. En règle générale, les chèques barrés ne doivent jamais être payés en numéraire. En effet, le paiement en numéraire entraînerait les risques les plus graves.* » Ici, le rédacteur renouvelle les raisons que nous avons déjà rencontrées sous la plume de M. Charles-Georges Picot et il conclut : « Il faut donc de toute nécessité que le règlement d'un chèque barré s'opère par voie de virement, la seule voie qui permette, d'une façon certaine, de savoir que la banque débitrice n'a pas été débitée, sans que la banque qui a signé l'acquit ait bien été créditée. »

La circulaire envisage ensuite toutes les hypothèses qui peuvent se présenter en pratique; mais dans aucune, elle n'admet de paiement en numéraire. Elle termine en avertissant les employés des guichets du siège et succursales qui ne se conformeraient pas à ces modes de règlement qu'ils engageraient leur responsabilité, au cas où un chèque barré aurait été payé à un voleur.

Il y a là une indication qui n'est pas négligeable : du jour où les risques en matière de paiement de chèque seront tous à la charge des banques, sauf le dol ou la faute lourde du tireur, ce jour-là le paiement des chèques en numéraire, qui est, en quelque sorte, contraire à leur nature même, aura vécu.

Vu : *Le Doyen,*

H. BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président de la thèse,*

CH. RIST.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

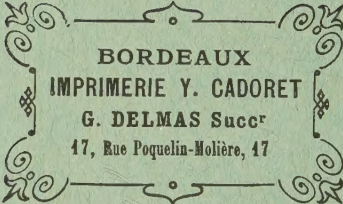
Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
I. <i>Raisons du choix du sujet</i>	1
a) La fréquence extrême des cas de perte, de vol ou de falsification.	
b) L'évolution des systèmes en matière de responsabilité.	
c) Les critiques adressées à la proposition de Montjou-Fould.	
II. <i>Plan de l'étude</i>	8
a) La question à la Conférence de La Haye de 1912.	
b) La question dans les diverses législations.	
c) Essai de synthèse.	
d) L'option qu'il convient de faire.	
 CHAPITRE PREMIER. — <i>La Conférence de La Haye de 1912 et les risques inhérents au système du paiement par chèques</i>	 10
A. Le questionnaire du Gouvernement royal des Pays-Bas (nos 27, 28 et 29).	
B. Les réponses des diverses délégations (Allemagne, Argentine, Autriche-Hongrie, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Suisse, Turquie, etc.).	
C. Les conclusions de la conférence : directives et renvoi aux législations particulières.	
 CHAPITRE II. — <i>Exposé des principales législations</i>	 24
Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Chili, Costa-Rica, Espagne, États-Unis, Hongrie, Italie, Lettonie, Mexique, Nicaragua, Roumanie.	

	Pag e s
CHAPITRE III. — <i>Les systèmes de responsabilité en matière de chèques perdus, volés ou falsifiés</i>	39
Ces systèmes se ramènent essentiellement à trois :	
a) Abandon de la question à la jurisprudence, sans intervention législative (France, etc.).	
b) Mise de principe des responsabilités sur l'une ou l'autre des personnes qui figurent au chèque : porteur, tireur ou tiré (Autriche-Hongrie, Japon, dans une certaine mesure l'Angleterre, l'Amérique, la Suisse, etc.).	
c) Réglementation législative détaillée de la question (Argentine, etc.).	
Étude approfondie des avantages et des inconvénients de ces divers systèmes : solution par nous préconisée. Proposition Guy de Montjou-A. Achille Fould : présomption de responsabilité à la charge du tiré. Motifs à l'appui. Critiques. Essai de réfutation. Enquête dans les principales banques du monde sur la responsabilité de ces banques en cas de paiement de chèques perdus, volés ou altérés. Conclusions qui se dégagent de cette enquête ; les retouches à apporter à notre proposition de loi.	
CONCLUSION. — Heureuses conséquences économiques, financières et sociales au système proposé : le développement des règlements par compensation ; la baisse de la vie ; la hausse de notre change	143



BORDEAUX
IMPRIMERIE Y. CADORET
G. DELMAS Succ^r
17, Rue Poquelin-Molière, 17